

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES,  
DU COMMERCE EXTERIEUR  
ET DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

F. 99 — 1515

[C - 99/15109]

5 MAI 1999. — Arrêté royal portant assentiment au premier contrat de gestion entre l'Etat belge et la société anonyme de droit public à finalité sociale « Coopération technique belge »

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 21 décembre 1998 portant création de la « Coopération technique belge » sous la forme d'une société de droit public, notamment l'article 16;

Vu l'avis de l'inspection des finances, donné le 14 janvier 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 21 janvier 1999;

Vu le protocole n° 85/3 du 16 février 1999 dans lequel sont consignées les conclusions des négociations menées au sein du Comité de secteur 1;

Vu l'urgence motivée par la circonstance que, d'une part la loi portant création de la CTB donne à celle-ci l'exclusivité de l'exécution de certaines tâches de service public en matière de coopération bilatérale directe, et d'autre part, les Conventions générales de coopération et les Arrangements particuliers entre l'Etat belge et les pays partenaires, partenaires de la coopération bilatérale directe, statuaient que l'exécution de ces tâches est confiée à l'Administration générale de la Coopération au Développement, et qu'il convient dès lors de fournir dans les meilleurs délais à ces pays partenaires, les assurances sur les modalités permettant de garantir la continuité dans la réalisation des prestations de coopération, de même que la circonstance que chaque délai en ce qui concerne la mise en oeuvre des lois et des arrêtés portant réforme de la Coopération internationale belge risque de provoquer une confusion chez les partenaires de la Coopération internationale belge.

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 26 février 1999, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre et de Notre Secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le premier contrat de gestion entre l'Etat belge et la Société anonyme de droit public à finalité sociale « Coopération technique belge », annexé au présent arrêté, est approuvé

**Art. 2.** Le présent arrêté et le contrat annexé au présent arrêté produisent leurs effets le jour de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

**Art. 3.** Notre Premier Ministre et Notre Secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 5 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,  
J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement,  
R. MOREELS

MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,  
BUITENLANDSE HANDEL  
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

N. 99 — 1515

[C - 99/15109]

5 MEI 1999. — Koninklijk besluit houdende instemming met het eerste beheerscontract tussen de Belgische Staat en de naamloze vennootschap van publiek recht met sociaal oogmerk « Belgische Technische Coöperatie »

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Gelet op de wet van 21 december 1998 tot oprichting van de «Belgische Technische Coöperatie» in de vorm van een vennootschap van publiek recht, inzonderheid op artikel 16;

Gelet op het advies van de inspecteur van financiën van 14 januari 1999;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 21 januari 1999;

Gelet op het protocol nr. 85/3 van 16 februari 1999 waarin de conclusies van de onderhandelingen binnen het Sectorcomité 1 worden vermeld;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de omstandigheid dat, enerzijds, de wet tot oprichting van de BTC aan deze exclusief de uitvoering van bepaalde taken van openbare dienst op het gebied van de directe bilaterale samenwerking toekent en, anderzijds, de Algemene Samenwerkingsakkoorden en de Bijzondere Vergelijken tussen de Belgische Staat en de partnerlanden, partners van de Belgische Directe Bilaterale Samenwerking, bepalen dat de uitvoering van deze taken wordt toevertrouwd aan het Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking, en dat het dus past dat deze partnerlanden binnen de kortst mogelijke termijn op de hoogte kunnen worden gebracht van de modaliteiten dewelke de continuïteit van de verwezenlijking van de prestaties inzake ontwikkelingsamenwerking dienen te garanderen, alsmede de omstandigheid dat elk verder uitstel met betrekking tot de tenuitvoerlegging van de wetten en besluiten tot herinrichting van de Belgische Internationale Samenwerking, aanleiding kan geven tot verwarring bij de partners van de Belgische Internationale Samenwerking;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 26 februari 1999, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Eerste Minister en van onze Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Het bij dit besluit gevoegde eerste beheerscontract tussen de Belgische Staat en de Naamloze vennootschap van publiek recht met sociaal oogmerk « Belgische Technische Coöperatie » wordt goedgekeurd.

**Art. 2.** Dit besluit en het bij dit besluit gevoegde contract treden in werking de dag waarop dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 3.** Onze Eerste Minister en Onze Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 5 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,  
J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking,  
R. MOREELS

## Annexe

## CONTRAT DE GESTION ENTRE L'ETAT BELGE ET LA SOCIETE ANONYME DE DROIT PUBLIC A FINALITE SOCIALE "COOPERATION TECHNIQUE BELGE"

établi conformément aux dispositions du Chapitre III de la loi du 21 décembre 1998 portant création de la « Coopération technique belge » sous la forme d'une société de droit public, ci-après dénommée « la loi portant création de la CTB ».

Entre :

l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à la coopération au développement,

ci-après dénommé « l'Etat »;

Et :

la Coopération Technique Belge, société anonyme de droit public à finalité sociale visée à l'article 3 de la loi portant création de la CTB, ayant son siège social avenue du Régent 45-46, 1000 Bruxelles, représentée par M. Y. Haesendonck, en sa qualité de président du conseil d'administration, et par M. W. Peirens, en sa qualité d'administrateur,

ci-après dénommée « la CTB ».

Vu la délibération du Conseil des ministres du 22 janvier 1999;

Vu la délibération et la décision du conseil d'administration de la CTB du 12 avril 1999, conformément aux dispositions de l'article 16, § 2 de la loi portant création de la CTB;

Vu la concertation du 10 février 1999 avec les organisations syndicales représentatives, conformément aux dispositions de l'article 15, § 4 de la loi portant création de la CTB;

il est préalablement exposé ce qui suit :

(1) Les motifs de la création de la CTB et de la conclusion d'un contrat de gestion entre celle-ci et l'Etat belge ont été longuement décrits et débattus à l'occasion de la discussion de la loi portant création de la CTB.

Pour l'essentiel, il est apparu que, pour pouvoir répondre de manière plus souple et professionnelle aux nouveaux défis qui se présentent dans le contexte de la coopération internationale, il convenait de :

— recentrer la mission de l'Administration Générale de la Coopération au Développement sur les missions suivantes:

- l'élaboration de la politique et des stratégies à mettre en oeuvre;
- l'identification de programmes et projets de coopération;
- l'évaluation et le contrôle des programmes et projets de coopération.

— créer une institution spécialisée, chargée de la mise en oeuvre de la politique de coopération bilatérale directe, c'est-à-dire de la gestion quotidienne et de l'exécution des programmes et projets de coopération dans le cadre des stratégies et des programmes indicatifs mis en oeuvre, évalués et contrôlés par le Ministre dont relève la CTB, dans le respect des accords généraux de coopération et des conventions spécifiques conclus avec les partenaires de la coopération internationale belge.

La mission principale de la CTB consistera dès lors en la formulation et la mise en oeuvre de prestations de coopération en matière de coopération bilatérale directe en vue d'exécuter les tâches de service public qui lui sont confiées en vertu de la Loi. A côté de cette mission, la CTB pourra également être chargée de la réalisation d'autres tâches relevant de la coopération bilatérale directe, de la coopération bilatérale indirecte ou de la coopération multilatérale.

(2) Le présent contrat est conclu dans le respect de la Loi, des décisions du Conseil des Ministres des 11 juillet 1997 et 19 décembre 1997 et des engagements de la déclaration de politique de la coopération internationale belge.

En plein accord avec cette stratégie de la coopération internationale belge, les parties concluent le présent contrat de gestion.

Les décisions d'attribution des tâches de service public à la CTB dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont soumises au contrôle de l'Inspecteur des Finances accrédité auprès du Ministre qui a la coopération internationale belge dans ses attributions, conformément à l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire.

## Bijlagen

## BEHEERSCONTRACT TUSSEN DE BELGISCHE STAAT EN DE NAAMLOZE VENNOOTSCHAP VAN PUBLIEK RECHT MET SOCIAAL OOGMERK « BELGISCHE TECHNISCHE COÖPERATIE »

opgericht conform de bepalingen van Hoofdstuk III van de wet van 21 december 1998 tot oprichting van de « Belgische Technische Coöperatie » in de vorm van een vennootschap van publiek recht, hierna genoemd « de wet tot oprichting van de BTC ».

Tussen :

de Belgische Staat, vertegenwoordigd door de Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking,

hierna genaamd « de Staat »;

En :

de Belgische Technische Coöperatie, naamloze vennootschap van publiek recht met sociaal oogmerk bedoeld in artikel 3 van de wet tot oprichting van de BTC, met maatschappelijke zetel Regentlaan 45-46, te 1000 Brussel, vertegenwoordigd door de heer Y. Haesendonck, in zijn hoedanigheid van voorzitter van de raad van bestuur, en door de heer W. Peirens, in zijn hoedanigheid van bestuurder,

hierna genaamd « de BTC ».

Gezien de beraadslaging van de Ministerraad van 22 januari 1999;

Gezien de beraadslaging en de beslissing van de raad van bestuur van de BTC van 12 april 1999, conform de bepalingen van artikel 16, § 2 van de wet tot oprichting van de BTC;

Gezien het overleg van 10 februari 1999 met de representatieve vakbondsorganisaties, conform de bepalingen van artikel 15, § 4 van de wet tot oprichting van de BTC;

wordt vooraf uiteengezet wat volgt :

(1) De redenen voor de oprichting van de BTC en voor het sluiten van een beheerscontract tussen haar en de Belgische Staat zijn uitgebreid beschreven en besproken naar aanleiding van het debat over de wet tot oprichting van de BTC.

In essentie is gebleken dat, om op een soepelere en professionelere wijze te kunnen antwoorden op de nieuwe uitdagingen die zich aandienen in het kader van de internationale samenwerking, het nodig was om :

— de opdracht van het Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking te herconcentreren op de volgende opdrachten :

- het uitwerken van het beleid en de uit te voeren strategieën;
- de identificatie van samenwerkingsprogramma's en -projecten;
- de evaluatie en de controle van samenwerkingsprogramma's en -projecten.

— een gespecialiseerde instelling op te richten, belast met de tenuitvoerlegging van het beleid op het vlak van de directe bilaterale samenwerking, met andere woorden met het dagelijks beheer en met de uitvoering van samenwerkingsprogramma's en -projecten binnen het kader van de strategieën en de indicatieve programma's uitgewerkt, geëvalueerd en gecontroleerd door de Minister, bevoegd voor de BTC, met inachtneming van de met de partners van de Belgische internationale samenwerking gesloten Algemene samenwerkingsakkoorden en Bijzondere overeenkomsten.

De hoofdplicht van de BTC bestaat dan ook uit de formulering en de tenuitvoerlegging van de prestaties van de directe bilaterale samenwerking met het oog op het uitvoeren van de taken van openbare dienst die haar zijn toevertrouwd. Naast deze opdracht kan de BTC eveneens belast worden met de verwezenlijking van andere taken op het vlak van de directe bilaterale samenwerking, van de indirecte bilaterale samenwerking of van de multilaterale samenwerking.

(2) De voorliggende overeenkomst wordt gesloten met inachtneming van de Wet, van de beslissingen van de Ministerraad van 11 juli 1997 en 19 december 1997 en van de verbintenissen, vertolkt in de beleidsverklaring inzake de Belgische internationale samenwerking.

De partijen sluiten dit beheerscontract volledig in overeenstemming met voornoemde strategie van de Belgische internationale samenwerking.

De beslissingen tot toewijzing van taken van openbare dienst aan de BTC in het kader van de uitvoering van dit contract zijn onderworpen aan het nazicht door de Inspecteur van Financiën, geaccrediteerd bij de Minister, bevoegd voor de Belgische Internationale Samenwerking, conform het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en budgettaire controle.

(3) La nature des problèmes de développement a pour conséquence que l'objet des obligations assumées par la CTB pour réaliser les tâches de service public qui lui sont confiées par l'Etat, ne peut être déterminé d'emblée. Les prestations de la CTB doivent être définies, dans le respect des dispositions du contrat de gestion et sont précisées dans le cadre des procédures définies dans le contrat de gestion décrit ci-dessous.

L'objet du présent contrat de gestion est donc de définir les droits et obligations respectifs de l'Etat et de la CTB à l'occasion de la réalisation de ces tâches de la manière suivante :

1° définition de la tâche de service public à réaliser par référence aux résultats à atteindre à l'issue de sa réalisation;

2° modalités de réalisation de cette tâche de service public, c'est-à-dire droits et obligations à charge de l'Etat et de la CTB;

3° procédure d'attribution à la CTB de cette tâche de service public.

(4) Le présent contrat de gestion règle les « tâches de service public » de la coopération internationale belge dont la réalisation implique une participation de l'Etat et/ou de la CTB, chaque partie jouant un rôle spécifique dans la réalisation, sans préjudice du rôle du pays partenaire ou du partenaire local.

Les principales tâches de service public en matière de coopération bilatérale directe consistent en l'identification, la formulation, la mise en œuvre et l'évaluation ex post des prestations de coopération.

Les prestations de coopération proprement dites seront exécutées tant par la CTB que par le pays partenaire ou le partenaire local selon le mode de coopération retenu.

Font partie intégrante des prestations de coopération, les prestations spécifiques de la CTB exécutées conformément au présent contrat de gestion et aux conventions d'attribution conclues en vertu de celui-ci.

(5) La désignation des parties au présent contrat de gestion se fait logiquement par référence à la personne morale de droit public, c'est-à-dire l'« Etat » et la « CTB ».

Cette désignation ne porte évidemment pas atteinte au droit de chaque partie de désigner sous sa responsabilité, dans le cadre de son pouvoir autonome d'organisation interne, l'organe ou le préposé chargé de la réalisation matérielle de chaque tâche de service public.

Toutefois, eu égard à l'importance stratégique d'une « décentralisation » nécessaire dans le cadre de la réalisation de certaines tâches de service public, le présent contrat de gestion stipule, en ce qui concerne ces tâches, que l'« Attaché de la coopération internationale » et le « Représentant résident de la CTB » dans le pays partenaire constitueront les seuls organes chargés respectivement pour l'Etat et pour la CTB de la réalisation matérielle de ces tâches. Ceux-ci devront donc recevoir de l'Etat et de la CTB les délégations de compétences requises, sans préjudice des procédures de contrôle administratif et budgétaire ou financier.

(6) Les modalités du financement de la CTB sont réglées conformément à l'article 15, § 2, 2° de la loi portant création de la CTB.

Le financement principal de la CTB se réalise par la facturation à l'Etat du prix convenu dans les conventions d'attribution portant sur la réalisation des tâches de service public ayant fait l'objet d'une telle convention. Cette modalité de financement correspond à la nature contractuelle des relations entre l'Etat et la CTB, société anonyme de droit public à finalité sociale.

Dans la mesure où la CTB ne peut pas contracter d'emprunt, sauf dans les circonstances exceptionnelles visées à l'article 31, 5° de la loi portant création de la CTB et en vue d'assurer la liquidité suffisante de la CTB, à tout le moins lors de sa création, le contrat de gestion prévoit le paiement d'avances mensuelles pour garantir la continuité du service public.

Le contrat de gestion prévoit par ailleurs, durant les trois premières années, une autre modalité de financement, subsidiaire, à savoir le paiement d'une contribution prévisionnelle à la couverture des frais de gestion, destinée à couvrir :

— les frais de lancement;

— les frais de gestion qui, en l'absence d'une comptabilité analytique lors de la conclusion du contrat de gestion, ne peuvent être déterminés de manière certaine à l'avance pour chaque type de tâche de service public.

(3) De ontwikkelingsproblemen zijn van die aard dat het voorwerp van de verplichtingen die de BTC moet nakomen om de taken van openbare dienst te verwezenlijken die haar worden toegewezen door de Staat, niet meteen kan bepaald worden. Met inachtneming van de bepalingen van het beheerscontract, moeten de prestaties van de BTC precies worden vastgelegd en worden verduidelijkt in het kader van de procedures, bepaald in het hieronder beschreven beheerscontract.

Het voorwerp van dit beheerscontract bestaat er dus in de wederzijdse rechten en verplichtingen van de Staat en van de BTC te bepalen ter gelegenheid van de verwezenlijking van deze taken en dit op volgende wijze :

1° bepaling van de uit te voeren taak van openbare dienst door verwijzing naar de resultaten die bereikt moeten worden na afloop van de verwezenlijking ervan;

2° de nadere regels voor de verwezenlijking van deze taak van openbare dienst, met andere woorden de rechten en de plichten lastens de Staat en lastens de BTC;

3° de procedure voor de toewijzing aan de BTC van deze taak van openbare dienst.

(4) Dit beheerscontract regelt de « taken van openbare dienst » van de Belgische internationale samenwerking, waarvan de verwezenlijking een deelname van de Staat en/of de BTC inhoudt - waarbij elke partij een specifieke rol vervult in de verwezenlijking ervan, zonder afbreuk te doen aan de rol van het partnerland of van de lokale partner.

De voornaamste taken van openbare dienst inzake de directe bilaterale samenwerking bestaan uit de identificatie, de formulering, de tenuitvoerlegging en de ex-post evaluatie van de samenwerkingsprestaties.

De eigenlijke samenwerkingsprestaties worden uitgevoerd door de BTC of door het partnerland of door de lokale partner, naargelang de gekozen wijze van samenwerking.

De specifieke prestaties van de BTC die uitgevoerd worden conform dit beheerscontract en met de toewijzingsovereenkomsten die ten gevolge hiervan worden afgesloten, maken integraal deel uit van de samenwerkingsprestaties.

(5) De aanduiding van de partijen in dit beheerscontract gebeurt logischerwijze door verwijzing naar de rechtspersoon van publiek recht, met name de « Staat » en de « BTC ».

Deze aanduiding doet vanzelfsprekend geen afbreuk aan het recht van elke partij om op haar verantwoordelijkheid, in het kader van haar autonome bevoegdheid inzake haar interne organisatie, het orgaan of de onderaannemende instantie aan te wijzen die belast wordt met de materiële verwezenlijking van elke taak van openbare dienst.

Evenwel stipuleert dit beheerscontract, gezien het strategische belang van een noodzakelijk geachte « decentralisatie » in het kader van de verwezenlijking van bepaalde taken van openbare dienst, dat wat deze taken betreft de « Attaché voor de internationale samenwerking » en de « plaatselijke Vertegenwoordiger van de BTC » in het partnerland de enige instanties vormen die belast zijn, respectievelijk voor de Staat en voor de BTC, met de materiële verwezenlijking van deze taken. Zij moeten daartoe van de Staat en van de BTC de vereiste bevoegdheidsdelegatie ontvangen, zonder weliswaar afbreuk te doen aan de procedures van administratieve en begrotingscontrole of financiële controle.

(6) De nadere regels inzake de financiering van de BTC worden geregeld conform artikel 15, § 2, 2° van de wet tot oprichting van de BTC.

De voornaamste wijze van financiering van de BTC bestaat uit de facturering aan de Staat van de prijs, bepaald in de overeenkomsten inzake de verwezenlijking van de taken van openbare dienst die het voorwerp uitmaakten van een dergelijke overeenkomst. Deze financieringswijze stemt overeen met de contractuele aard van de betrekkingen tussen de Staat en de naamloze vennootschap van publiek recht met sociaal oogmerk BTC.

Rekening houdend met het feit dat de BTC geen leningen kan aangaan, tenzij in de uitzonderlijke omstandigheden bedoeld in artikel 31, 5° van de wet tot oprichting van de BTC en teneinde voldoende liquide middelen te verzekeren voor de BTC - wat zeker nodig is in de oprichtingsfase -, voorziet het beheerscontract in de betaling van maandelijkse voorschotten teneinde de continuïteit van de openbare dienst te garanderen.

Het beheerscontract bepaalt daarnaast, gedurende de eerste drie jaren, nog een andere, bijkomende financieringswijze, met name de betaling van een provisionele bijdrage voor de dekking van de beheerskosten, bestemd voor de dekking van :

— de opstartkosten;

— de beheerskosten die, bij ontstentenis van een analytische boekhouding op het moment van het sluiten van het beheerscontract, niet vooraf met zekerheid kunnen worden bepaald voor elk type taak van openbare dienst.

Ce mode de financement est temporaire et devra faire l'objet d'un examen lors de la conclusion du second contrat de gestion.

(7) Dans le cadre du développement économique, la coopération internationale belge veille particulièrement à favoriser le développement du secteur privé, en ce compris l'économie sociale, notamment par l'élaboration de programmes de développement du secteur privé ("Programme d'appui pour le développement du secteur privé", en abrégé "PDSP").

Le programme de soutien au secteur privé des pays partenaires (PSDP) vise à offrir d'une façon cohérente un ensemble de services :

- (1) dans les pays partenaires-mêmes
- (2) et en Belgique,

afin de permettre l'appui aux petites et moyennes entreprises et aux initiatives économiques productives à petite échelle.

Certaines missions gouvernementales, comme l'appui au secteur privé dans les pays partenaires, ont un tel caractère spécifique, qu'elles pourraient donner lieu à des modalités d'exécution particulières.

L'Etat mettra à la disposition de la CTB une note politique, décrivant les instruments en vue de soutenir le secteur privé des pays partenaires.

en suite de quoi les parties conviennent ce qui suit :

### TITRE I. — Objet du contrat de gestion

#### Article 1<sup>er</sup>. Définition de l'objet

Le présent contrat de gestion a pour objet de régler, conformément à l'article 15, §§ 1<sup>er</sup> et 2 de la loi portant création de la CTB, les droits et obligations respectifs de l'Etat et de la CTB. Ces droits et obligations précisent les conditions de réalisation des tâches de service public confiées par l'Etat à la CTB, de même que la procédure de leur attribution à la CTB.

### TITRE II. — Finalité sociale

#### Article 2. Définition de la finalité sociale

Conformément à l'article 164bis, § 1<sup>er</sup>, 2°, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, les tâches de service public visées au titre III du présent contrat de gestion sont réalisées par la CTB dans un but social.

La CTB a pour but social et poursuivra activement :

— la réalisation des objectifs prioritaires de la coopération internationale belge, à savoir le développement humain durable s'inscrivant dans l'objectif général de développement et de consolidation de la démocratie et de l'Etat de droit, en ce compris le respect des droits sociaux fondamentaux et le principe de bonne gouvernance visant à lutter contre toute forme de corruption et de spéculation et à rechercher l'utilisation optimale de l'aide au développement par les pays partenaires, du respect de la dignité humaine, des droits de l'homme et des libertés fondamentales avec une attention particulière pour la lutte contre toute forme de discrimination fondée sur la nationalité ou sur le sexe, de même que pour des raisons sociales, ethniques, religieuses ou philosophiques;

— la recherche d'une plus grande performance de la coopération internationale belge impliquant, dans le cadre de la concentration géographique, sectorielle et thématique, la recherche d'une amélioration qualitative de l'aide au développement, mesurée à l'aide des critères de pertinence pour le développement fixés par le Comité d'Aide au Développement de l'Organisation de Coopération et de Développement économique;

— la recherche de la continuité et de la durabilité, dans le cadre des notes stratégiques géographiques, sectorielles et thématiques, des prestations de coopération de la coopération internationale belge par le biais d'une approche planifiée;

— la recherche d'un partenariat actif avec tous les acteurs de la coopération au développement en tenant compte des règles de conduite vis-à-vis des bénéficiaires des prestations de coopération, visées à l'article 30.

#### Article 3. Rapport spécial relatif à la finalité sociale

Conformément à l'article 164bis, § 1<sup>er</sup>, 6°, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, la CTB fera rapport sur la manière dont elle a veillé à réaliser le but social qu'elle s'est fixé conformément à l'article 2.

Le rapport spécial sur la finalité sociale contiendra notamment la description de la réalisation du but social, par le biais de la réalisation des tâches de service public visées par le présent contrat de gestion, de

Deze financieringswijze is van tijdelijke aard en moet het voorwerp uitmaken van een onderzoek naar aanleiding van het afsluiten van het tweede beheerscontract.

(7) In het kader van de economische ontwikkeling legt de Belgische internationale samenwerking de nadruk op de ondersteuning van de private sector, met inbegrip van de sociale economie inzonderheid via een programma dat de ontwikkeling van de private sector als doel heeft (« Private sector ontwikkelingsprogramma », afgekort « PSOP »).

Het programma ter ondersteuning van de private sector (PSOP) in de partnerlanden beoogt om op een samenhangende wijze een geheel van diensten aan te bieden :

- (1) in de partnerlanden zelf
- (2) en in België,

om de ondersteuning van kleine en middelgrote ondernemingen en kleinschalige productieve economische initiatieven in partnerlanden mogelijk te maken.

Bepaalde opdrachten van de overheid, zoals de steun aan de private sector in de partnerlanden, hebben een dergelijk specifiek karakter dat zij aanleiding kunnen geven tot bijzondere uitvoeringsmodaliteiten.

De Staat zal aan de BTC een beleidsnota ter beschikking stellen, die de instrumenten beschrijft ter ondersteuning van de private sector in de partnerlanden.

en wordt overeengekomen wat volgt :

### TITEL I. — Voorwerp van het beheerscontract

#### Artikel 1. Bepaling van het voorwerp

Het voorwerp van dit beheerscontract is het regelen, volgens artikel 15, §§ 1 en 2 van de wet tot oprichting van de BTC, van de respectieve rechten en verplichtingen van de Staat en de BTC. Deze rechten en verplichtingen verduidelijken de voorwaarden ter verwezenlijking van de taken van openbare dienst die door de Staat aan de BTC worden toevertrouwd, evenals de procedure van de toewijzing ervan aan de BTC.

### TITEL II. — Sociaal oogmerk

#### Artikel 2. Bepaling van het sociaal oogmerk

Conform artikel 164bis, § 1, 2°, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, worden de taken van openbare dienst bedoeld in titel III van dit beheerscontract door de BTC uitgevoerd met een sociaal oogmerk.

De BTC heeft als maatschappelijk doel en streeft actief na :

— de verwezenlijking van de prioritaire doelstellingen van de Belgische internationale samenwerking, dit wil zeggen de duurzame menselijke ontwikkeling die aansluit bij de algemene doelstelling van ontwikkeling en consolidatie van de democratie en de rechtsstaat, met inbegrip van het respect voor de fundamentele sociale rechten en het principe van goed bestuur dat beoogt te strijden tegen elke vorm van corruptie en speculatie en te streven naar een optimaal gebruik van de ontwikkelingshulp door de partnerlanden, het respect van de menselijke waardigheid, de mensenrechten en de fundamentele vrijheden met speciale aandacht voor de strijd tegen elke vorm van discriminatie op basis van nationaliteit, geslacht, alsook op grond van sociale, ethnische, religieuze of filosofische redenen;

— een grotere efficiëntie van de Belgische internationale samenwerking wat in het kader van een geografische, sectorale en thematische concentratie eveneens het streven naar een kwalitatieve verbetering van de ontwikkelingshulp inhoudt zoals die wordt gemeten aan de hand van criteria inzake ontwikkelingsrelevantie vastgelegd door het Comité voor Ontwikkelingshulp van de Organisatie voor Economische Samenwerking en Ontwikkeling;

— de continuïteit en de duurzaamheid, in het kader van geografische, sectorale en thematische strategienota's, van de samenwerkingsprestaties van de Belgische internationale samenwerking door middel van een planmatige aanpak;

— een actief partnerschap met alle actoren van de ontwikkelingssamenwerking, rekening houdend met de gedragsregels jegens de begunstigen van de samenwerkingsprestaties zoals bedoeld in artikel 30.

#### Artikel 3. Bijzonder verslag over het sociaal oogmerk

Conform artikel 164bis, § 1, 6° van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, zal de BTC verslag uitbrengen over de manier waarop zij waakt over de verwezenlijking van het maatschappelijk doel dat zij zich conform artikel 2 heeft gesteld.

Het bijzonder verslag over het sociaal oogmerk zal met name de beschrijving bevatten van de verwezenlijking van het sociaal oogmerk, door middel van de verwezenlijking van de taken van openbare dienst

même que la manière dont les dépenses relatives aux investissements, aux frais de fonctionnement et aux rémunérations sont conçues de façon à privilégier le but social de la société.

Conformément à la procédure prévue par l'article 23, § 1<sup>er</sup>, al. 2 de la loi portant création de la CTB, le rapport spécial relatif à la finalité sociale, dont le projet est établi par le délégué à la gestion journalière, est soumis à l'approbation du conseil d'administration.

Le rapport spécial relatif à la finalité sociale sera intégré dans le rapport de gestion établi par le conseil d'administration conformément à l'article 30, § 2 de la loi portant création de la CTB.

### TITRE III. — Modalités de réalisation et procédures d'attribution des tâches de service public

#### CHAPITRE I. — *Mise en œuvre de la politique et des stratégies de la coopération internationale belge*

##### Article 4. Elaboration de la politique

L'élaboration de la politique et des stratégies de la coopération internationale belge comporte :

1° l'élaboration d'une politique cohérente et pertinente pour le développement conforme à la loi et aux déclarations de politique de la coopération internationale belge approuvées par le Conseil des Ministres;

2° l'élaboration, en concertation avec les partenaires de la coopération internationale belge, de stratégies cohérentes et pertinentes pour le développement conformes aux principes de concentration géographique, sectorielle et thématique;

3° la conclusion d'accords généraux de coopération avec les pays partenaires de la coopération bilatérale directe, définissant notamment le rôle et les responsabilités de la CTB ainsi que les objectifs, la composition, les règles de fonctionnement, les mécanismes de prise de décision et les compétences des structures mixtes de concertation locale en vue de l'identification de prestations de coopération. Ces structures mixtes de concertation locale se composeront de représentants de l'Etat belge et du pays partenaire, partenaire de la coopération bilatérale directe; leur composition sera précisée, au cas par cas, par les conventions spécifiques entre l'Etat belge et les pays partenaires, partenaires de la coopération bilatérale directe belge.

4° l'agrément et l'octroi des subsides aux organisations belges non gouvernementales, conformément à l'arrêté royal du 18 juillet 1997 relatif à l'agrément et à la subvention d'organisations non gouvernementales de développement et de leurs fédérations, et la conclusion, avec les autres partenaires de la coopération bilatérale indirecte ainsi qu'avec les organisations internationales partenaires de la coopération multilatérale, de conventions précisant les conditions et modalités des contributions financières de l'Etat;

5° l'établissement, avec les pays partenaires de la coopération bilatérale directe, au cours de réunions de négociations politiques, de programmes indicatifs de coopération conformes aux notes stratégiques géographiques, sectorielles et thématiques;

6° l'établissement de programmes pluriannuels de coopération, en concertation avec les partenaires de la coopération bilatérale indirecte et avec les organisations internationales partenaires de la coopération multilatérale.

##### Article 5. Modalités de réalisation

§ 1<sup>er</sup>. L'Etat élabore la politique et les stratégies de la coopération internationale belge conformément à l'article 4.

L'Etat notifie à la CTB une demande d'avis préalablement à la conclusion des accords généraux de coopération et des programmes indicatifs de développement. Cette consultation porte notamment sur les obligations que la CTB assumera par ou en vertu du présent contrat de gestion et, en particulier, sur les objectifs, la composition, les règles de fonctionnement, les mécanismes de prise de décision et les compétences des structures mixtes de concertation locale.

L'Etat peut en outre demander à la CTB la réalisation des études exploratoires portant sur la mise en œuvre de la politique de la coopération internationale belge, ou des stratégies de la coopération internationale belge, ou d'un programme indicatif de coopération selon les modalités prévues à l'article 27.

zoals bedoeld in dit beheerscontract, alsmede de wijze waarop de uitgaven voor de investeringen, werkingskosten en lonen derwijze geconcipeerd worden dat ze het maatschappelijk doel van de vennootschap bevorderen.

Conform de procedure bepaald in artikel 23, § 1, al. 2 van de wet tot oprichting van de BTC, wordt het bijzonder verslag over het sociaal oogmerk, waarvan het ontwerp vastgelegd wordt door de verantwoordelijke voor het dagelijks beheer, ter goedkeuring voorgelegd aan de raad van bestuur.

Het bijzondere verslag over het sociaal oogmerk zal opgenomen worden in het door de raad van bestuur opgestelde beleidsverslag, conform artikel 30, § 2 van de wet tot oprichting van de BTC.

### TITEL III. — Nadere regels voor de verwezenlijking van en toewijzingsprocedures voor de taken van openbare dienst

#### HOOFDSTUK I. — *Tenuitvoerlegging van het beleid en van de strategieën van de Belgische internationale samenwerking*

##### Artikel 4. Uitwerking van het beleid

De uitwerking van het beleid en van de strategieën van de Belgische internationale samenwerking omvat :

1° de uitwerking van een coherent en ontwikkelingsrelevant beleid conform de wet en de door de Ministerraad goedgekeurde beleidsverklaringen inzake de Belgische internationale samenwerking;

2° de uitwerking, in overleg met de partners van de Belgische internationale samenwerking, van coherente en ontwikkelingsrelevante strategieën conform de principes van geografische, sectorale en thematische concentratie;

3° het sluiten van Algemene samenwerkingsakkoorden met de partnerlanden, partner van de directe bilaterale samenwerking, waarin inzonderheid de rol en de verantwoordelijkheden van de BTC bepaald worden alsmede de doelstellingen, de samenstelling, de regels voor het functioneren, de besluitvormingsmechanismen en de bevoegdheden van de gemengde lokale overlegstructuren met het oog op de identificatie van de samenwerkingsprestaties. Deze gemengde lokale overlegstructuren zullen worden samengesteld uit vertegenwoordigers van de Belgische Staat en van het partnerland, partner van de directe bilaterale samenwerking; de precieze samenstelling ervan zal nader bepaald worden, geval per geval, in de Bijzondere overeenkomsten tussen de Belgische Staat en de partnerlanden, partners van de Belgische directe bilaterale samenwerking;

4° de erkenning van en de toekenning van subsidies aan Belgische niet-gouvernementele organisaties, conform het koninklijk besluit van 18 juli 1997 betreffende de erkenning en de betoelaging van niet-gouvernementele ontwikkelingsorganisaties en van hun federaties, en het sluiten van overeenkomsten met de andere partners inzake indirecte bilaterale samenwerking evenals met de internationale organisaties die partner zijn van de multilaterale samenwerking, inhoudende een verduidelijking van de voorwaarden en van de nadere regels voor financiële bijdragen van de Staat;

5° het opstellen, met de partnerlanden van de directe bilaterale samenwerking, door middel van beleidsoverleg, van indicatieve samenwerkingssprogramma's conform de geografische, sectorale en thematische strategienota's;

6° het opstellen, in overleg met de partners van de indirecte bilaterale samenwerking en met de internationale organisaties, partners van de multilaterale samenwerking, van meerjarige samenwerkingsprogramma's.

##### Artikel 5. Nadere regels voor de verwezenlijking

§ 1. De Staat werkt het beleid en de strategieën inzake de Belgische internationale samenwerking uit conform artikel 4.

De Staat notifieert aan de BTC een adviesaanvraag vòòr hij de algemene samenwerkingsakkoorden sluit en voor hij de indicatieve samenwerkingssprogramma's opstelt. Deze raadpleging heeft onder meer betrekking op de verplichtingen die de BTC zal opnemen door of krachtens dit beheerscontract en, in het bijzonder, op de doelstellingen, de samenstelling, de regels voor het functioneren, de besluitvormingsmechanismen en de bevoegdheden van de gemengde lokale overlegstructuren.

De Staat kan bovendien aan de BTC vragen om verkennende studies te verwezenlijken die betrekking hebben op de tenuitvoerlegging van het beleid inzake de Belgische internationale samenwerking, of van de strategieën van de Belgische internationale samenwerking, of van een indicatief samenwerkingssprogramma, conform de nadere regels bepaald in artikel 27.

L'Etat communique d'initiative à la CTB les instruments de sa politique et de ses stratégies et, à tout le moins, les instruments suivants: déclarations de politique générale; notes stratégiques géographiques, sectorielles et thématiques; programmes indicatifs de coopération; procès-verbaux des réunions de négociations politiques; accords généraux de coopération.

§ 2. La CTB respecte la politique et les stratégies de la coopération internationale belge dont les instruments lui ont été communiqués.

La CTB remet en outre à l'Etat les avis consultatifs et réalise les études exploratoires visées au § 1<sup>er</sup>.

L'Etat invite la BTC à participer en tant que consultant aux réunions de négociations politiques visées à l'article 4, 5°.

#### Article 6. Procédure d'attribution

§ 1<sup>er</sup>. Dans le cas visé à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, l'Etat notifie à la CTB une demande d'avis préalablement à la conclusion des accords généraux de coopération et des programmes indicatifs de coopération.

La CTB rend les avis qui lui sont demandés dans les 20 jours ouvrables. La remise de ces avis ne fait pas l'objet d'une offre de prix, mais est financée par la contribution à la couverture des frais de gestion visée à l'article 34.

§ 2. Dans le cas visé à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, les études exploratoires portant sur la mise en oeuvre de la politique de la coopération internationale belge, ou des stratégies de la coopération internationale belge, ou d'un programme indicatif de coopération, sont attribuées à la CTB selon les modalités prévues à l'article 28.

### CHAPITRE II. — Modalités de réalisation et procédure d'attribution des tâches de service public en matière de coopération bilatérale directe visées à l'article 5 de la loi portant création de la CTB

#### Section 1. — Cycle de gestion des prestations de coopération en matière de coopération bilatérale directe

##### Article 7

§ 1<sup>er</sup>. Les prestations de coopération en matière de coopération bilatérale directe visées à l'article 5 de la loi portant création de la CTB recouvrent des modes de coopération distincts en fonction du rôle respectif de la CTB et du pays partenaire ou du partenaire local dans la mise en oeuvre de la prestation de coopération.

Sans préjudice du § 2, les modes de coopération les plus courants en matière de coopération bilatérale directe sont, sans que cette énumération soit exhaustive et sans que leur dénomination soit impérative: les programmes et projets de développement mis en oeuvre, le cas échéant en cogestion, avec un pays partenaire, les micro projets de développement mis en oeuvre en cogestion avec un partenaire local, les dons en numéraire, la constitution et la gestion de fonds de contrepartie, la coopération financière en ce compris les opérations d'aide en devises à la balance des paiements, les opérations d'aide budgétaire et d'allègement de la dette, les prêts et ouvertures de crédit, les bonifications d'intérêts relatifs aux prêts octroyés par des tiers, les cautionnements relatifs aux prêts octroyés par des tiers, la prise de participation, dans le respect de la Loi, dans le capital de banques de développement ou d'entreprises, les actions en vue de soutenir le secteur privé, les programmes bilatéraux de bourses et de stages, l'aide d'urgence et l'aide de réhabilitation à court terme octroyées en vertu d'une décision du Conseil des ministres, l'aide alimentaire.

§ 2. Les prestations de coopération en matière de coopération bilatérale directe visées à l'article 5 de la loi portant création de la CTB suivent le cycle de gestion dont les étapes correspondent aux tâches de service public suivantes:

- 1° identification de prestations de coopération;
- 2° formulation des prestations de coopération identifiées en vue de leur mise en oeuvre;
- 3° mise en oeuvre des prestations de coopération;
- 4° évaluation ex post des prestations de coopération mises en oeuvre.

La détermination du mode de coopération retenu se réalise au cas par cas conformément au cycle de gestion et selon les modalités prévues par le présent contrat de gestion.

Le cycle de gestion complet des prestations de coopération en matière de coopération bilatérale directe, qui dépasse le cadre des relations contractuelles entre l'Etat et la CTB, est annexé, à titre d'information et sans en faire partie, au présent contrat de gestion.

De Staat deelt op eigen initiatief aan de BTC zijn beleids- en strategische instrumenten mee en, op zijn minst, de volgende instrumenten: algemene beleidsverklaringen; geografische, sectorale en thematische strategienota's; indicatieve samenwerkingsprogramma's; processen-verbaal van overlegvergaderingen inzake beleid; algemene samenwerkingsakkoorden.

§ 2. De BTC respecteert het beleid en de strategieën inzake de Belgische internationale samenwerking waarvan de instrumenten haar zijn meegedeeld.

De BTC geeft aan de Staat ook de consultatieve adviezen en ze realiseert de verkennende studies zoals bedoeld in § 1.

De Staat nodigt de BTC uit om als adviseur deel te nemen aan de bijeenkomsten voor beleidsoverleg bedoeld in artikel 4, 5°.

#### Artikel 6. Toewijzingsprocedure

§ 1. In het geval bedoeld in artikel 5, § 1, alinea 2, notifieert de Staat aan de BTC een adviesaanvraag vóór het sluiten van de algemene samenwerkingsakkoorden en het opstellen van indicatieve samenwerkingsprogramma's.

De BTC geeft de gevraagde adviezen binnen de 20 werkdagen. Het geven van deze adviezen maakt geen voorwerp uit van een prijsofferte, maar wordt betaald door de bijdrage voor de dekking van de beheerskosten, bedoeld in artikel 34.

§ 2. In het geval bedoeld in artikel 5, § 1, alinea 3, worden de verkennende studies betreffende de tenuitvoerlegging van het beleid inzake de Belgische internationale samenwerking, of van strategieën van de Belgische internationale samenwerking, of van een indicatief samenwerkingsprogramma, toegewezen aan de BTC volgens de nadere regels voorzien in artikel 28.

### HOOFDSTUK II. — Nadere regels voor de verwezenlijking van een toewijzingsprocedure voor de taken van openbare dienst op het vlak van de directe bilaterale samenwerking, bedoeld in artikel 5 van de wet tot oprichting van de BTC.

#### Afdeling 1. — Beheerscyclus van de samenwerkingsprestaties op het vlak van de directe bilaterale samenwerking

##### Artikel 7

§ 1. De samenwerkingsprestaties op het vlak van de directe bilaterale samenwerking zoals vermeld in artikel 5 van de wet omvatten de verschillende wijzen van samenwerking afhankelijk van de respectieve rol van de BTC en van het partnerland of van de lokale partner in de tenuitvoerlegging van de samenwerkingsprestatie.

Zonder afbreuk te doen aan § 2, zijn de meest courante wijzen van samenwerking inzake de directe bilaterale samenwerking, zonder dat deze opsomming exhaustief of hun benaming imperatief zou zijn: de samenwerkingsprogramma's en -projecten tenuitvoergelegd, gebeurlijk in medebeheer, met een partnerland, de micro-ontwikkelingsprojecten tenuitvoergelegd in medebeheer met een lokale partner, de giften in geld, de samenstelling en het beheer van tegenwoordfondsen, de financiële samenwerking, met inbegrip van betalingsbalanshulp, operaties van budgethulp en schuldverlichting, leningen en kredietlijnen, rentevergoedingen op leningen toegekend door derden, waarborgen op leningen toegekend door derden, het nemen van door de wet toegelaten participaties in het kapitaal van ontwikkelingsbanken of ondernemingen, de acties voor steunverlening aan de particuliere sector, de bilaterale beurzen- en stageprogramma's, de noodhulp en hulp voor rehabilitatie op korte termijn toegekend krachtens een beslissing van de Ministerraad, de voedselhulp.

§ 2. De samenwerkingsprestaties op het vlak van de directe bilaterale samenwerking bedoeld in artikel 5 van de wet tot oprichting van de BTC volgen de beheerscyclus waarvan de fasen overeenkomen met de volgende taken van openbare dienst:

- 1° identificatie van samenwerkingsprestaties;
- 2° formulering van de samenwerkingsprestaties die geïdentificeerd zijn met het oog op hun tenuitvoerlegging;
- 3° tenuitvoerlegging van de samenwerkingsprestaties;
- 4° ex-post evaluatie van de tenuitvoergelegde samenwerkingsprestaties.

De wijze van samenwerking wordt geval per geval gekozen, overeenkomstig de beheerscyclus en volgens de nadere regels voorzien door dit beheerscontract.

De volledige beheerscyclus van de samenwerkingsprestaties op het vlak van de directe bilaterale samenwerking, welke het kader overstijgt van de contractuele relaties tussen de Staat en de BTC, is bij dit beheerscontract gevoegd, bij wijze van informatie en zonder er deel van uit te maken.

*Section 2.* — Identification des prestations de coopération en matière de coopération bilatérale directe

Art. 8. Définition

L'identification d'une prestation de coopération comporte les éléments suivants:

1° la localisation de la prestation de coopération envisagée;  
2° une analyse de la situation politique, sociale, économique et financière du pays partenaire en rapport avec la prestation de coopération envisagée.

En matière d'aide d'urgence, d'aide de réhabilitation à court terme et de micro projets, cet élément n'est pas requis;

3° une analyse des problèmes dominants auxquels est confronté le pays partenaire et une estimation sommaire de ses besoins en rapport avec la prestation de coopération envisagée.

En matière d'aide d'urgence et d'aide de réhabilitation à court terme, l'analyse des problèmes dominants consiste en une description des éléments du sinistre auquel est confronté le pays partenaire.

En matière de micro projets, cet élément consiste en une expression des problèmes dominants auxquels sont confrontés les bénéficiaires et une estimation sommaire de leurs besoins;

4° une description du mode de coopération retenu et la justification de ce choix au regard de sa pertinence pour le développement et des règles de conduite visées à l'article 30, de même qu'une description de ses objectifs et une analyse des risques.

En matière d'aide d'urgence et d'aide de réhabilitation à court terme, le choix du mode de coopération retenu doit être justifié au regard des objectifs et des résultats à atteindre.

En matière de micro projets, outre la description et la justification du mode de coopération retenu, cet élément implique un examen de la prestation de coopération envisagée au regard de son impact, de sa durabilité et du renforcement des capacités de ses bénéficiaires;

5° la vérification du degré de cohérence de la prestation de coopération envisagée avec les autres prestations de coopération dans le même secteur et dans la même région, quelle que soit l'origine de leurs financements.

En matière de micro projets, cet élément n'est pas requis.

6° une description de la nature et des modalités de la prestation de coopération envisagée en rapport avec le mode particulier de coopération retenu.

En matière d'aide d'urgence, d'aide de réhabilitation à court terme et de micro projets, cet élément consiste en une description succincte de la nature et des modalités de la prestation de coopération envisagée;

7° si le mode de coopération retenu implique le choix d'un ou plusieurs partenaire(s) local(aux), le(s) partenaire(s) choisi(s) et la justification de ce choix au regard :

— des autres partenaires locaux susceptibles d'être pris en considération;

— de l'existence d'indices sérieux de fiabilité, de capacité financière, technique et de gestion ainsi que d'indépendance du ou des partenaire(s) choisi(s);

— de la possibilité de garantir une procédure de suivi-évaluation, de monitoring et de contrôle des prestations confiées à la gestion du partenaire.

En matière d'aide d'urgence et d'aide de réhabilitation à court terme, cet élément n'est pas requis au stade de l'identification;

8° la désignation des bénéficiaires de la prestation de coopération envisagée, la justification de ce choix au regard des autres bénéficiaires susceptibles d'être pris en considération, ainsi que la façon dont les bénéficiaires ont été associés à l'identification.

En matière d'aide d'urgence et d'aide de réhabilitation à court terme, la mention de la justification n'est pas requise.

9° l'estimation du coût et de la durée de la prestation de coopération envisagée;

10° le degré de précision requis pour la justification, dans le cadre de la tâche de formulation, de la faisabilité technique et financière de la prestation de coopération envisagée.

En matière d'aide d'urgence et d'aide de réhabilitation à court terme, cet élément n'est pas requis.

En matière de micro projets, la faisabilité technique et financière de la prestation de coopération envisagée doit être justifiée au stade de l'identification;

*Afdeling 2.* — Identificatie van de samenwerkingsprestaties op het vlak van de directe bilaterale samenwerking

Art. 8. Definitie

De identificatie van een samenwerkingsprestatie omvat de volgende elementen :

1° de localisatie van de geplande samenwerkingsprestatie;  
2° een analyse van de politieke, sociale, economische en financiële situatie van het partnerland in relatie tot de geplande samenwerkingsprestatie.

Voor noodhulp, hulp voor rehabilitatie op korte termijn en microprojecten is dit element niet vereist;

3° een analyse van de belangrijkste problemen waarmee het partnerland wordt geconfronteerd en een beknopte schatting van zijn behoeften in relatie tot de geplande samenwerkingsprestatie.

Voor noodhulp en hulp voor rehabilitatie op korte termijn bestaat de analyse van de belangrijkste problemen uit een weergave van de elementen van de ramp waarmee een partnerland wordt geconfronteerd;

Voor microprojecten bestaat dit element uit een voorstelling van de belangrijkste problemen waarmee de begunstigden worden geconfronteerd en een bondige schatting van hun behoeften;

4° een beschrijving van de gekozen wijze van samenwerking en de verantwoording van die keuze in het licht van de ontwikkelingsrelevantie en van de gedragsregels bedoeld in artikel 30, alsmede een beschrijving van de doelstellingen en een risico-analyse.

Voor noodhulp en hulp voor rehabilitatie op korte termijn moet de keuze van de gekozen wijze van samenwerking verantwoord worden in het licht van de te behalen doelstellingen en resultaten.

Voor microprojecten, houdt dit element naast de beschrijving en de verantwoording van de wijze van samenwerking ook een onderzoek van de geplande samenwerkingsprestatie in, in het licht van de impact, de duurzaamheid en de versterking van de capaciteiten van haar begunstigden;

5° het onderzoek van de graad van coherentie van de geplande samenwerkingsprestatie met de andere samenwerkingsprestaties in dezelfde sector en in dezelfde streek, welke ook de oorsprong van hun financiering zij.

Voor microprojecten is dit element niet vereist.

6° een beschrijving van de aard en van de nadere regels van de geplande samenwerkingsprestatie in relatie tot de gekozen wijze van samenwerking.

Voor noodhulp, hulp voor rehabilitatie op korte termijn en voor microprojecten bestaat dit element uit een korte beschrijving van de aard en de nadere regels voor de geplande samenwerkingsprestatie;

7° indien de gekozen wijze van samenwerking de keuze inhoudt van één of verschillende lokale partner(s), de gekozen partner(s) en de verantwoording van deze keuze in het licht van :

— de andere lokale partners die in aanmerking zouden kunnen komen;

— het bestaan van ernstige aanwijzingen inzake de betrouwbaarheid, de technische, financiële en beheerscapaciteit, evenals inzake de onafhankelijkheid van de gekozen partner(s);

— de mogelijkheid om de voortgangsbewaking te verzekeren alsmede de monitoring en de controle van de prestaties, toevertrouwd aan het beheer van de partner.

Voor noodhulp en hulp voor rehabilitatie op korte termijn, is dit element niet vereist tijdens de identificatiefase;

8° de aanduiding van de begunstigden van de geplande samenwerkingsprestatie en de verantwoording van deze keuze in relatie tot andere begunstigden die in aanmerking zouden kunnen komen, alsmede de wijze waarop de begunstigden betrokken zijn geworden bij de identificatie.

Voor noodhulp en hulp voor rehabilitatie op korte termijn, moet de verantwoording niet worden vermeld.

9° de schatting van de kostprijs en de duur van de geplande samenwerkingsprestatie;

10° de in het kader van de formuleringstaak vereiste nauwkeurigheid waarmee de technische en financiële haalbaarheid van de geplande samenwerkingsprestatie verantwoord moet worden.

Voor noodhulp en hulp voor rehabilitatie op korte termijn is dit element niet vereist.

Voor de microprojecten, moet de technische en financiële haalbaarheid van de geplande samenwerkingsprestatie worden verantwoord tijdens de identificatiefase;

11° le projet de termes de références de la tâche de formulation de la prestation de coopération envisagée précisant les obligations à respecter en vue de l'établissement du rapport de formulation, du projet de convention relative à la mise en œuvre de la prestation de coopération et du projet de convention spécifique visés par l'article 11.

En matière d'aide d'urgence, d'aide de réhabilitation à court terme et de micro projets, cet élément n'est pas requis.

#### Article 9. Modalités de réalisation

§ 1<sup>er</sup>. L'Attaché de la coopération internationale, saisi par un pays partenaire ou par l'Etat qui en a lui-même été saisi par le pays partenaire, d'une proposition de prestation de coopération, accompagnée le cas échéant d'une identification établie par le pays partenaire ou par un tiers, statue dans les 10 jours ouvrables sur leur recevabilité au regard, d'une part, du programme indicatif de coopération visé à l'article 4 et des crédits budgétaires disponibles et, d'autre part, en ce qui concerne l'identification, lorsqu'elle existe, de sa qualité au regard des éléments d'identification visés à l'article 8.

La proposition de prestation de coopération et l'identification jugées recevables sont transmises à la structure mixte de concertation locale constituée conformément à l'accord général de coopération visé à l'article 4, qui statue sur la pertinence pour le développement de la prestation de coopération envisagée.

Si seule la proposition de prestation de coopération, accompagnée ou non d'une identification, est jugée recevable, l'Attaché de la coopération internationale et, le cas échéant, un ou plusieurs experts, ainsi que, à la demande de l'Etat, le Représentant résident de la CTB dans le pays partenaire, mettent en œuvre les moyens raisonnables pour aider le pays partenaire à l'établissement d'un rapport d'identification conforme à l'article 8.

Le rapport d'identification établi par le pays partenaire est transmis à l'Attaché de la coopération internationale, qui statue dans les 10 jours ouvrables sur sa recevabilité au regard, d'une part, du programme indicatif de coopération visé à l'article 4 et des crédits budgétaires disponibles et, d'autre part, de sa qualité au regard des éléments d'identification visés à l'article 8.

La proposition de prestation de coopération et le rapport d'identification jugé recevable sont transmis à la structure mixte de concertation locale constituée conformément à l'accord général de coopération visé à l'article 4, qui statue sur la pertinence pour le développement de la prestation de coopération envisagée.

§ 2. En cas d'irrecevabilité du rapport d'identification établi par le pays partenaire conformément au § 1<sup>er</sup>, al. 3, l'Attaché de la coopération internationale, aidé, le cas échéant, par un ou plusieurs experts, met en œuvre les moyens raisonnables en vue d'établir un rapport d'identification conforme à l'article 8.

La proposition de prestation de coopération et le rapport d'identification est transmis à la structure mixte de concertation locale constituée conformément à l'accord général de coopération visé à l'article 4, qui statue sur la pertinence pour le développement de la prestation de coopération envisagée.

§ 3. En cas de difficulté formellement motivée pour l'Etat de réaliser l'identification conformément au § 2, et sans préjudice de l'article 6, § 3 de la loi portant création de la CTB, l'Etat propose à la CTB de réaliser une étude exploratoire.

La CTB réalise les études exploratoires qui lui seront confiées, conformément à l'article 10, en vue de l'identification d'une prestation de coopération, par l'établissement d'un rapport d'identification conforme à l'article 8.

Le rapport d'identification, établi par le Représentant résident de la CTB dans le pays partenaire, est transmis à l'Attaché de la coopération internationale qui statue dans les 10 jours ouvrables sur sa recevabilité au regard, d'une part, du programme indicatif de coopération visé à l'article 4 et des crédits budgétaires disponibles et, d'autre part, de sa qualité au regard des éléments d'identification visés à l'article 8.

La proposition de prestation de coopération et le rapport d'identification jugé recevable sont transmis à la structure mixte de concertation locale constituée conformément à l'accord général de coopération visé à l'article 4, qui statue sur la pertinence pour le développement de la prestation de coopération envisagée.

11° het ontwerp van de referentietermen voor de formuleringstaak van de geplande samenwerkingsprestatie met een verduidelijking van de verplichtingen die moeten worden nagekomen om het formuleringverslag op te stellen, van het ontwerp van overeenkomst inzake de tenuitvoerlegging van de samenwerkingsprestatie en van het ontwerp van bijzondere overeenkomst zoals vermeld in artikel 11.

Voor noodhulp, hulp voor rehabilitatie op korte termijn en microprojecten, is dit element niet vereist.

#### Artikel 9. Nadere regels inzake de verwezenlijking

§ 1. Als hem een voorstel voor een samenwerkingsprestatie, al dan niet met een door het partnerland of door een derde opgestelde identificatie, wordt voorgelegd hetzij door een partnerland hetzij door de Staat aan wie het door het partnerland is voorgelegd, dan doet de Attaché voor internationale samenwerking binnen de 10 werkdagen een uitspraak over hun ontvankelijkheid enerzijds in het licht van het indicatief samenwerkingsprogramma bedoeld in artikel 4 en van de beschikbare budgettaire kredieten en, anderzijds, over de kwaliteit van de identificatie, voor zover deze voorhanden is, in relatie tot de identificatie-elementen bedoeld in artikel 8.

Het voorstel voor een samenwerkingsprestatie en de identificatie die ontvankelijk worden bevonden, worden voorgelegd aan de gemengde lokale overlegstructuren conform het algemeen samenwerkingsakkoord bedoeld in artikel 4, dat uitspraak doet over de ontwikkelingsrelevantie van de geplande samenwerkingsprestatie.

Indien enkel het voorstel voor een samenwerkingsprestatie, al dan niet vergezeld van een identificatie, ontvankelijk wordt bevonden, wenden de Attaché voor internationale samenwerking en, in voorkomend geval, een of verschillende deskundigen, alsook, indien de Staat dit vraagt, de plaatselijke Vertegenwoordiger van de BTC in het partnerland, de nodige middelen aan om het partnerland te helpen bij het opstellen van een identificatieverslag conform artikel 8.

Het identificatieverslag dat is opgesteld door het partnerland wordt voorgelegd aan de Attaché voor internationale samenwerking, die binnen de 10 werkdagen een uitspraak doet enerzijds over de ontvankelijkheid in relatie tot het indicatief samenwerkingsprogramma bedoeld in artikel 4 en van de beschikbare kredieten en, anderzijds, over de kwaliteit ervan in relatie tot de identificatie-elementen bedoeld in artikel 8.

Het voorstel voor een samenwerkingsprestatie en het identificatieverslag die ontvankelijk worden bevonden, worden voorgelegd aan de gemengde lokale overlegstructuur, samengesteld conform het algemeen samenwerkingsakkoord bedoeld in artikel 4, dat uitspraak doet over de ontwikkelingsrelevantie van de geplande samenwerkingsprestatie.

§ 2. In geval van niet-ontvankelijkheid van het door het partnerland conform § 1, 3e lid opgestelde identificatieverslag wendt de Attaché voor internationale samenwerking, in voorkomend geval geholpen door één of door verschillende deskundigen, de nodige middelen aan voor het opstellen van een identificatieverslag conform artikel 8.

Het voorstel voor een samenwerkingsprestatie en het identificatieverslag worden voorgelegd aan de gemengde lokale overlegstructuur die samengesteld is conform het algemeen samenwerkingsakkoord bedoeld in artikel 4, welke uitspraak doet over de ontwikkelingsrelevantie van de geplande samenwerkingsprestatie.

§ 3. In geval van een uitdrukkelijk gemotiveerde moeilijkheid voor de Staat om de identificatie te realiseren conform § 2, en zonder afbreuk te doen aan artikel 6, § 3 van de wet tot oprichting van de BTC, stelt de Staat aan de BTC voor een verkennende studie te realiseren.

De BTC verwezenlijkt de verkennende studies die haar zullen worden toevertrouwd, conform artikel 10, met het oog op de identificatie van een samenwerkingsprestatie, door een identificatieverslag op te stellen conform artikel 8.

Het identificatieverslag, opgesteld door de plaatselijke Vertegenwoordiger van de BTC in het partnerland, wordt voorgelegd aan de Attaché voor internationale samenwerking die binnen de 10 werkdagen een uitspraak doet over de ontvankelijkheid in relatie tot het indicatief samenwerkingsprogramma bedoeld in artikel 4 en van de beschikbare budgettaire kredieten en over de kwaliteit ervan ten aanzien van de identificatie-elementen bedoeld in artikel 8.

Het voorstel voor een samenwerkingsprestatie en het identificatieverslag die ontvankelijk worden bevonden, worden voorgelegd aan de gemengde lokale overlegstructuur, samengesteld conform het algemeen samenwerkingsakkoord bedoeld in artikel 4, die uitspraak doet over de ontwikkelingsrelevantie van de geplande samenwerkingsprestatie.



L'Etat et la CTB participent aux réunions de la structure mixte de concertation locale, visées aux §§ 1 à 3, selon les modalités définies dans l'accord général de coopération visé à l'article 4.

§ 5. Par dérogation aux §§ 1<sup>er</sup> à 4 :

— en matière d'aide d'urgence et d'aide de réhabilitation à court terme, le Conseil des Ministres, saisi d'une demande d'aide, statue sur sa recevabilité au regard des crédits budgétaires disponibles;

un rapport d'identification conforme à l'article 8 est établi par le Ministre dont relève la CTB;

— en matière de micro projets, l'Attaché de la coopération internationale, saisi d'une proposition de micro projet et d'une identification établie par un partenaire local, le cas échéant avec son aide, statue dans les 10 jours ouvrables sur la recevabilité de l'identification au regard, d'une part, du programme indicatif de coopération visé à l'article 4, de la cohérence avec les autres prestations dans le même secteur et dans la même région et des crédits budgétaires disponibles et, d'autre part, de sa qualité au regard des éléments d'identification visés à l'article 8, de même que sur la pertinence pour le développement de la prestation de coopération envisagée.

#### Article 10. Procédure d'attribution

§ 1<sup>er</sup>. Dans le cas visé à l'article 9, § 3, l'Etat notifie à la CTB :

— la proposition de prestation de coopération et les termes de référence de l'étude exploratoire précisant, pour chaque étude exploratoire, les obligations à respecter par la CTB en vue de sa réalisation conformément à l'article 8;

— le délai de réalisation et de communication de l'étude exploratoire;

— une demande de remise d'offre de prix.

Les termes de référence de l'étude exploratoire sont établis par l'Attaché de la coopération internationale, à la demande du Ministre dont relève la CTB, en concertation avec le pays partenaire et après consultation du Représentant résident de la CTB dans le pays partenaire.

§ 2. Dans les 20 jours ouvrables de la notification visée au § 1<sup>er</sup>, la CTB notifie à l'Etat :

— soit son refus formellement motivé de réaliser l'étude exploratoire, auquel cas l'Etat pourra, conformément à l'article 6, § 2 de la loi portant création de la CTB faire réaliser l'étude exploratoire par un tiers dans le respect de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de l'article 50 de la loi-programme du 24 décembre 1993.

— soit son offre de prix, sur la base d'une estimation des coûts réels, valant acceptation des termes de référence et du délai de réalisation et de communication de l'étude exploratoire.

§ 3. Dans les 10 jours ouvrables de la notification de l'offre de prix visée au § 2, l'Etat notifie à la CTB son acceptation ou son refus formellement motivé.

Durant ce délai, l'Etat et la CTB négocient le cas échéant l'offre de prix, le délai de réalisation et de communication et les termes de référence de l'étude exploratoire.

L'accord entre l'Etat et la CTB constitue une convention d'attribution au sens de l'article 15, § 2, 2<sup>o</sup> de la loi portant création de la CTB.

A défaut d'accord entre l'Etat et la CTB, l'Etat pourra, conformément à l'article 6, § 2 de la loi portant création de la CTB, faire réaliser l'étude exploratoire par un tiers dans le respect de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de l'article 50 de la loi-programme du 24 décembre 1993.

De Staat en de BTC nemen deel aan de vergaderingen van de gemengde lokale overlegstructuur, bedoeld in de §§ 1 tot 3, conform de nadere regels die zijn vastgelegd in het samenwerkingsakkoord bedoeld in artikel 4.

§ 5. In afwijking van §§ 1 tot 4 :

— voor noodhulp en hulp voor rehabilitatie op korte termijn, doet de Ministerraad, als hem een aanvraag voor hulp is voorgelegd, een uitspraak over de ontvankelijkheid, rekening houdend met de beschikbare budgettaire kredieten;

een identificatieverslag conform artikel 8 wordt opgesteld door de Minister onder wie de BTC ressorteert;

— voor microprojecten, doet de Attaché voor internationale samenwerking, aan wie een voorstel voor een microproject en een, eventueel met zijn hulp, door de lokale partner opgestelde identificatie wordt voorgelegd, binnen de 10 werkdagen een uitspraak over de ontvankelijkheid van de identificatie in het licht enerzijds van het indicatief samenwerkingsprogramma bedoeld in artikel 4, de coherentie met de andere samenwerkingsprestaties in dezelfde sector en in dezelfde streek en de beschikbare budgettaire kredieten en anderzijds van de kwaliteit ervan ten aanzien van de identificatie-elementen bedoeld in artikel 8, alsmede over de ontwikkelingsrelevantie van de geplande samenwerkingsprestatie.

#### Artikel 10. Toewijzingsprocedure

§ 1. In het geval bedoeld in artikel 9, § 3, notifieert de Staat aan de BTC :

— het voorstel voor een samenwerkingsprestatie en de referentietermen voor de verkennende studie waarbij, voor elke verkennende studie, de door de BTC na te komen verplichtingen met het oog op de verwezenlijking ervan worden gepreciseerd conform artikel 8;

— de termijn voor de verwezenlijking en terhandstelling van de verkennende studie;

— een vraag voor een prijsofferte.

De referentietermen voor de verkennende studie worden opgesteld door de Attaché voor internationale samenwerking, op vraag van de Minister onder wie de BTC ressorteert, in overleg met het partnerland en na raadpleging van de plaatselijke Vertegenwoordiger van de BTC in het partnerland.

§ 2. Binnen de 20 werkdagen na de notificatie bedoeld in artikel 1, notifieert de BTC aan de Staat :

— hetzij haar uitdrukkelijk gemotiveerde weigering om de verkennende studie te verwezenlijken, waarbij de Staat, conform artikel 6, § 2 van de wet tot oprichting van de BTC, de verkennende studie zal kunnen laten verwezenlijken door een derde, mits inachtneming van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en van artikel 50 van de programmawet van 24 december 1993.

— hetzij haar prijsofferte, gebaseerd op een schatting van de reële kosten; dit geldt als instemming met de referentietermen en met de termijn voor de verwezenlijking en de terhandstelling van de verkennende studie.

§ 3. Binnen de 10 werkdagen na de notificatie van de prijsofferte bedoeld in § 2, notifieert de Staat aan de BTC zijn instemming of zijn uitdrukkelijk gemotiveerde weigering.

Tijdens deze termijn, onderhandelen de Staat en de BTC, in voorkomend geval, over de prijsofferte, over de termijn voor verwezenlijking en voor de terhandstelling, en over de referentietermen van de verkennende studie.

Het akkoord tussen de Staat en de BTC vormt een toewijzingsovereenkomst zoals bedoeld in artikel 15, § 2, 2<sup>o</sup> van de wet tot oprichting van de BTC.

Bij gebrek aan een akkoord tussen de Staat en de BTC, kan de Staat, conform artikel 6, § 2 van de wet tot oprichting van de BTC, de verkennende studie laten verwezenlijken door een derde, mits naleving van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten met aanneming van werken, leveringen en diensten en van artikel 50 van de programmawet van 24 december 1993.

*Section 3.* — Formulation de prestations de coopération en matière de coopération bilatérale directe

Article 11. Définition

La formulation d'une prestation de coopération comporte l'élaboration des documents suivants :

1° un rapport de formulation comportant :

1.1° la vérification de l'exactitude et l'étude approfondie des éléments repris dans l'identification de la prestation de coopération et en particulier, la justification du mode de coopération retenu et, si le mode de coopération retenu implique le choix d'un ou plusieurs partenaire(s) local(-aux), le(s) partenaire(s) choisi(s) et la justification de ce choix au regard des éléments mentionnés à l'article 8, 7°;

En matière d'aide d'urgence et d'aide de réhabilitation à court terme, cet élément implique uniquement, si le mode de coopération retenu implique le choix d'un ou plusieurs partenaire(s) local(-aux), la justification de ce choix au regard des éléments mentionnés à l'article 8, 7°;

1.2° la justification de la faisabilité technique et financière de la prestation de coopération identifiée conformément au degré de précision requis par l'identification.

En matière d'aide d'urgence et d'aide de réhabilitation à court terme, cet élément n'est pas requis;

1.3° l'examen de la prestation de coopération identifiée au regard de sa pertinence pour le développement et en particulier de son impact, de sa durabilité et du renforcement des capacités de ses bénéficiaires.

En matière d'aide d'urgence et d'aide de réhabilitation à court terme, cet élément implique un examen de la prestation de coopération identifiée uniquement au regard de son impact;

1.4° la recherche d'une amélioration des performances de la prestation de coopération identifiée et, si nécessaire, la proposition d'un mode de coopération plus adéquat.

En matière d'aide d'urgence et d'aide de réhabilitation à court terme, cet élément n'est pas requis.

En matière de micro projets, aucun rapport de formulation ne doit être établi.

2° un projet de convention relative à la mise en oeuvre de la prestation de coopération, comportant :

2.1° la description des modalités de mise en oeuvre de la prestation de coopération comportant :

2.1.1° les obligations et la responsabilité de la CTB et des différents intervenants;

2.1.2° l'établissement de mécanismes garantissant l'exécution correcte de la prestation de coopération;

2.1.3° les modalités des prestations de la CTB dans le cadre de la mise en oeuvre de la prestation de coopération eu égard au mode particulier de coopération retenu, conformément aux éventuelles précisions apportées par les termes de référence de la tâche de formulation;

2.1.4° la durée de la prestation de coopération ainsi qu'un projet de planning d'exécution indiquant les intervenants responsables de l'élaboration du planning d'exécution définitif;

2.1.5° le coût de la prestation de coopération ainsi qu'un plan financier;

2.1.6° le régime juridique, le mécanisme de transfert et les règles d'utilisation des fonds et des équipements nécessaires à l'exécution de la prestation de coopération;

2.1.7° les modalités du paiement par la CTB des sommes dues au(x) éventuel(s) partenaire(s) local(-aux), lié à l'état d'avancement de la prestation de coopération;

2.2° les indicateurs qualitatifs et quantitatifs adaptés au mode de coopération retenu, permettant d'évaluer l'exécution de la prestation de coopération au regard des quatre critères de performance suivants :

2.2.1° efficacité;

2.2.2° efficience;

2.2.3° respect d'un calendrier;

2.2.4° compétences et aptitudes du personnel affecté à l'exécution de la prestation de coopération dans le pays partenaire;

*Afdeling 3.* — Formulering van de samenwerkingsprestaties op het vlak van de directe bilaterale samenwerking

Artikel 11. Definitie

De formulering van een samenwerkingsprestatie omvat het opstellen van de volgende documenten :

1° een formuleringverslag dat het volgende bevat :

1.1° het onderzoek naar de correctheid en een diepgaande studie van de elementen die men terugvindt in de identificatie van de samenwerkingsprestatie en, in het bijzonder, de verantwoording van de weerhouden manier van samenwerking en, indien de manier van samenwerking de keuze inhoudt van één of verschillende lokale partner(s), de gekozen partner(s) en de verantwoording van deze keuze ten aanzien van de elementen vermeld in artikel 8, 7°;

Voor noodhulp en hulp voor rehabilitatie op korte termijn, houdt dit element enkel de verantwoording van deze keuze in ten opzichte van de elementen vermeld in artikel 8, 7°, indien de weerhouden manier van samenwerking de keuze inhoudt van één of verschillende lokale partner(s);

1.2° de verantwoording van de technische en financiële haalbaarheid van de geïdentificeerde samenwerkingsprestatie conform de graad van juistheid vereist door de identificatie.

Voor noodhulp en hulp voor rehabilitatie op korte termijn is dit element niet vereist;

1.3° het onderzoek van de geïdentificeerde samenwerkingsprestatie voor wat haar ontwikkelingsrelevantie aangaat en, in het bijzonder, voor wat betreft de impact en de duurzaamheid ervan en de versterking van de capaciteiten van de begunstigden.

Voor noodhulp en hulp voor rehabilitatie op korte termijn houdt dit element enkel een onderzoek van de geïdentificeerde samenwerkingsprestatie in voor wat de impact ervan betreft;

1.4° het streven naar een verbetering van de efficiëntie van de geïdentificeerde samenwerkingsprestatie en, indien nodig, een voorstel voor een meer aangepaste manier van samenwerking.

Voor noodhulp en hulp voor rehabilitatie op korte termijn is dit element niet vereist.

Voor microprojecten dient er geen formuleringverslag te worden opgesteld.

2° een ontwerp van overeenkomst inzake de tenuitvoerlegging van de samenwerkingsprestatie, dat de volgende elementen bevat :

2.1° de beschrijving van de nadere regels voor de tenuitvoerlegging van de samenwerkingsprestatie, bestaande uit :

2.1.1° de verplichtingen en de verantwoordelijkheid van de BTC en van de verschillende betrokken partijen;

2.1.2° het instellen van mechanismen die de correcte uitvoering van de samenwerkingsprestatie garanderen;

2.1.3° de nadere regels voor de prestaties van de BTC in het kader van de tenuitvoerlegging van de samenwerkingsprestatie, inzonderheid ten aanzien van de gekozen wijze van samenwerking en conform de eventuele verduidelijkingen, aangebracht door de referentietermen voor de formuleringstaak;

2.1.4° de duur van de samenwerkingsprestatie, alsook een ontwerp-planning van de uitvoering met vermelding van de tussenkomende partijen die verantwoordelijk zijn voor het opstellen van de definitieve uitvoeringsplanning;

2.1.5° de kostprijs van de samenwerkingsprestatie, alsmede een financieel plan;

2.1.6° het juridisch stelsel, het mechanisme voor de overdracht en de regels voor gebruik van de fondsen en van het materiaal dat nodig is voor de uitvoering van de samenwerkingsprestatie;

2.1.7° de nadere regels voor de betaling door de BTC van de sommen die zij schuldig is aan de eventuele lokale partners(s), in relatie tot de vorderingsstaat van de samenwerkingsprestatie;

2.2° de kwalitatieve en kwantitatieve indicatoren, aangepast aan de gekozen wijze van samenwerking, welke het mogelijk moeten maken de uitvoering van de samenwerkingsprestatie te evalueren in het licht van de vier volgende efficiëntie-criteria :

2.2.1° doelmatigheid;

2.2.2° doeltreffendheid;

2.2.3° naleving van een tijdschema;

2.2.4° deskundigheid en bekwaamheid van het personeel dat ingezet wordt voor de uitvoering van de samenwerkingsprestatie in het partnerland;

2.3° la procédure de révision de la convention relative à la mise en oeuvre de la prestation de coopération;

2.4° l'obligation ou non d'établir, dans le cadre de l'exécution de la prestation de coopération, un dossier technique spécifiant les matériels, fournitures et services nécessaires à l'exécution de la prestation, de même que l'indication des intervenants responsables de l'établissement de ce dossier technique;

En matière d'aide d'urgence, d'aide de réhabilitation à court terme et de micro projets, cet élément n'est pas requis.

2.5° les modalités d'établissement de rapports d'exécution relatifs à l'état d'avancement de la prestation de coopération, leur périodicité, de même que l'indication des intervenants responsables de leur établissement.

En matière de micro projets, cet élément n'est pas requis;

2.6° les modalités d'établissement, en ce compris la périodicité et l'indication des intervenants responsables de leur établissement, de rapports de suivi-évaluation et de rapports de monitoring portant sur :

2.6.1° l'examen de l'exécution correcte de la convention relative à la mise en oeuvre de la prestation de coopération;

2.6.2° la recherche des causes des éventuels dysfonctionnements et des éventuels éléments nouveaux qui justifieraient la révision de la convention relative à la mise en oeuvre de la prestation de coopération;

2.6.3° l'examen de la prestation de coopération au regard de sa cohérence et de sa pertinence pour le développement.

En matière d'aide d'urgence et d'aide de réhabilitation à court terme, cet élément implique un examen de la prestation de coopération uniquement au regard de son impact;

En matière de micro projets, cet élément implique un examen de la prestation de coopération uniquement au regard de son impact, de sa durabilité et du renforcement des capacités de ses bénéficiaires;

2.6.4° l'examen de la prestation de coopération au regard des indicateurs de performance visés par la convention d'exécution.

En matière d'aide d'urgence, d'aide de réhabilitation à court terme et de micro projets, le projet de convention relative à la mise en oeuvre de la prestation de coopération peut prévoir d'autres modalités de suivi-évaluation et de monitoring;

2.7° les modalités d'établissement par des experts indépendants, sous la responsabilité de la CTB, de rapports d'audit ou de contrôle permettant à la CTB de certifier la qualité de ses prestations, ainsi que leur périodicité.

En matière d'aide d'urgence, d'aide de réhabilitation à court terme et de micro projets, cet élément n'est pas requis;

2.8° sans préjudice des responsabilités de la CTB en sa qualité d'entrepreneur, les modalités des réceptions provisoire et définitive par l'Etat des prestations effectuées par la CTB et ses éventuels sous-traitants en exécution de la convention relative à la mise en oeuvre de la prestation de coopération, en ce compris en cas d'interruption ou de cessation de son exécution, conformément à l'article 29;

2.9° les modalités d'établissement d'un rapport final - contresigné par la structure mixte de concertation locale, sauf en cas d'interruption ou de cessation, conformément à l'article 29, de l'exécution de la convention relative à la mise en oeuvre de la prestation de coopération - mesurant les résultats de la prestation de coopération au moyen des indicateurs de performance visés au point 2.2°, de même que l'indication des intervenants responsables de son établissement et le délai d'établissement;

En matière de micro projets, le rapport final n'est pas contresigné par la structure mixte de concertation locale mais par le partenaire local.

En matière d'aide d'urgence et d'aide de réhabilitation à court terme, le rapport final n'est pas contresigné par la structure mixte de concertation locale.

2.10° l'offre de prix pour l'exécution par la CTB de la convention relative à la mise en oeuvre de la prestation de coopération et la durée de validité de cette offre;

2.3° de procedure voor de herziening van de overeenkomst inzake de tenuitvoerlegging van de samenwerkingsprestatie;

2.4° de verplichting om al dan niet, in het kader van de uitvoering van de samenwerkingsprestatie, van een technisch dossier op te stellen, dat specificeert welk materiaal, welke leveringen en welke diensten nodig zijn voor de uitvoering van de prestatie, alsmede de aanduiding van de betrokken partijen, die verantwoordelijk zijn voor het opstellen van dit technisch dossier;

Voor noodhulp, hulp voor revalidatie op korte termijn en microprojecten is dit element niet vereist.

2.5° de nadere regels voor het opstellen van de uitvoeringsverslagen met betrekking tot de vorderingsstaat van de samenwerkingsprestatie, hun periodiciteit, alsmede de betrokken partijen verantwoordelijk voor het opstellen ervan.

Voor de microprojecten, is dit element niet vereist;

2.6° de nadere regels, met inbegrip van de periodiciteit en de aanduiding van de betrokken partijen die voor het opstellen ervan verantwoordelijk zijn, voor het opstellen van de voortgangsbewakingsverslagen en de monitoringverslagen die betrekking hebben op :

2.6.1° het onderzoek van de correcte uitvoering van de overeenkomst inzake de tenuitvoerlegging van de samenwerkingsprestatie;

2.6.2° het zoeken naar de oorzaken van eventuele disfuncties en van eventuele nieuwe elementen die de herziening van de overeenkomst inzake de tenuitvoerlegging van de samenwerkingsprestatie zouden kunnen verantwoorden;

2.6.3° het onderzoek van de samenwerkingsprestatie met betrekking tot de coherentie en de ontwikkelingsrelevantie ervan.

Voor noodhulp en hulp voor revalidatie op korte termijn houdt dit element enkel een onderzoek in van de impact van de samenwerkingsprestatie;

Voor microprojecten houdt dit element enkel een onderzoek in van de samenwerkingsprestatie ten aanzien van de impact en van de duurzaamheid ervan alsmede van de versterking van de capaciteiten van de begunstigden ervan;

2.6.4° het onderzoek van de samenwerkingsprestatie ten aanzien van de prestatie-factoren zoals bedoeld door de uitvoeringsovereenkomst.

Voor noodhulp, hulp voor revalidatie op korte termijn en microprojecten, kan de ontwerp-overeenkomst inzake de tenuitvoerlegging van de samenwerkingsprestatie andere regels voor de voortgangsbewaking en voor de monitoring bepalen;

2.7° de nadere regels voor het opstellen door onafhankelijke deskundigen, onder de verantwoordelijkheid van de BTC, van audit- of controleverslagen die het de BTC mogelijk moeten maken de kwaliteit van haar prestaties te waarborgen, alsmede de periodiciteit van die verslagen.

Voor noodhulp, hulp voor revalidatie op korte termijn en microprojecten is dit element niet vereist;

2.8° zonder afbreuk te doen aan de verantwoordelijkheid van de BTC in haar hoedanigheid van ondernemer, de nadere regels voor de voorlopige en definitieve oplevering door de Staat van de prestaties uitgevoerd door de BTC en door haar eventuele onderaannemers ter uitvoering van de overeenkomst inzake de tenuitvoerlegging van de samenwerkingsprestatie, met inbegrip van de gevallen waarbij de uitvoering wordt onderbroken of stopgezet, conform artikel 29 ;

2.9° de nadere regels voor het opstellen van een eindverslag - medeondertekend door de gemengde lokale overlegstructuur, behalve in het geval van de onderbreking of de stopzetting van de uitvoering van de overeenkomst inzake de samenwerkingsprestatie - die de resultaten van de samenwerkingsprestatie meet door middel van de prestatie-indicatoren bedoeld in punt 2.2°, alsmede de aanduiding van de betrokken partijen die verantwoordelijk zijn voor het opstellen ervan en de termijn voor het opstellen ervan;

Voor microprojecten wordt het eindverslag niet medeondertekend door de gemengde lokale overlegstructuur maar door de lokale partner.

Voor noodhulp en hulp voor revalidatie op korte termijn wordt het eindverslag niet medeondertekend door de gemengde lokale overlegstructuur.

2.10° de prijsofferte voor de uitvoering door de BTC van de overeenkomst inzake de tenuitvoerlegging van de samenwerkingsprestatie en de geldigheidsduur van deze offerte;

3° un projet de convention spécifique contenant les droits et obligations du pays partenaire et de l'Etat, ou, en matière de micro projets, du partenaire local et de l'Etat, de manière à permettre à la CTB d'exécuter la convention relative à la mise en oeuvre de la prestation de coopération et précisant notamment :

3.1° les obligations et la responsabilité de la CTB et des différents intervenants, ainsi que la reconnaissance par le pays partenaire ou le partenaire local du rôle et des responsabilités du Représentant résident de la CTB dans le cadre de la réalisation des tâches de service public visées par le présent contrat de gestion;

3.2° l'établissement de mécanismes assurant l'exécution correcte de la prestation de coopération;

3.3° la composition, les règles de fonctionnement, les mécanismes de prise de décision et les compétences particulières des structures mixtes de concertation locale dans le cadre du suivi-évaluation de la prestation de coopération, des réceptions provisoire et définitive par l'Etat des prestations effectuées par la CTB en exécution de la convention relative à la mise en oeuvre de la prestation de coopération, ainsi que du rapport final.

En matière de micro projets, cet élément n'est pas requis;

3.4° le régime juridique, le mécanisme de transfert et les règles d'utilisation des fonds et des équipements nécessaires à l'exécution de la prestation de coopération;

3.5° les modalités d'établissement des rapports d'exécution, des rapports de suivi-évaluation, des rapports de monitoring, des rapports d'audit ou de contrôle, des réceptions provisoire et définitive des prestations de la CTB ainsi que du rapport final, de même que leur auteur et leur périodicité.

En matière de micro projets, le projet de convention spécifique ne doit pas prévoir l'établissement de rapports d'exécution ou de rapports d'audit ou de contrôle. Par ailleurs, le projet de convention spécifique peut prévoir d'autres modalités de suivi-évaluation et de monitoring que l'établissement de rapports de suivi-évaluation et de rapports de monitoring;

3.6° la procédure de révision de la convention spécifique.

En matière d'aide d'urgence et d'aide de réhabilitation à court terme, aucun projet de convention spécifique ne doit être établi.

#### Article 12. Modalités de réalisation

§ 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des dispositions des articles 19 à 24, l'Etat confie à la CTB la tâche de formulation des prestations de coopération, excepté en matière de micro projets.

§ 2. Le Représentant résident de la CTB dans le pays partenaire réalise les formulations qui lui seront confiées conformément à l'article 13 par l'établissement d'un rapport de formulation, d'un projet de convention relative à la mise en oeuvre de la prestation de coopération et d'un projet de convention spécifique conformes à l'article 11.

En matière d'aide d'urgence et d'aide de réhabilitation à court terme, le Représentant résident de la CTB réalise les formulations qui lui seront confiées conformément à l'article 13 par l'établissement d'un rapport de formulation et d'un projet de convention relative à la mise en oeuvre de la prestation de coopération conformes à l'article 11.

En matière de micro projets, l'Attaché de la coopération internationale réalise la tâche de formulation par l'établissement d'un projet de convention relative à la mise en oeuvre de la prestation de coopération et d'un projet de convention spécifique conformes à l'article 11.

Lorsque leur établissement est requis, le rapport de formulation, le projet de convention relative à la mise en oeuvre de la prestation de coopération et le projet de convention spécifique sont notifiés au Ministre dont relève la CTB.

#### Article 13. Procédure d'attribution

§ 1<sup>er</sup>. Dans les 30 jours ouvrables de la décision favorable de la structure mixte de concertation locale visée à l'article 9, § 4 ou, en matière d'aide d'urgence et d'aide de réhabilitation à court terme, dans un jour ouvrable de la décision du Conseil des Ministres visée à

3° een ontwerp van bijzondere overeenkomst dat de rechten en de verplichtingen van het partnerland en van de Staat bevat, of, voor microprojecten, van de lokale partner en van de Staat, zodat het voor de BTC mogelijk is om de overeenkomst inzake de tenuitvoerlegging van de samenwerkingsprestatie uit te voeren en waarin in het bijzonder worden verduidelijkt :

3.1° de verplichtingen en de verantwoordelijkheid van de BTC en van de verschillende betrokken partijen alsmede de erkenning door het partnerland of door de lokale partner van de rol en van de verantwoordelijkheden van de plaatselijke Vertegenwoordiger van de BTC in het kader van de verwezenlijking van de taken van openbare dienst, bedoeld in dit beheerscontract;

3.2° het instellen van mechanismen die de correcte uitvoering van de samenwerkingsprestatie moeten waarborgen;

3.3° de samenstelling, de regels voor het functioneren, de besluitvormingsmechanismen en de bijzondere bevoegdheden van de gemengde lokale overlegstructuren in het kader van de voortgangsbewaking van de samenwerkingsprestatie, van de voorlopige en definitieve oplevering door de Staat van de prestaties uitgevoerd door de BTC ter uitvoering van de overeenkomst inzake de tenuitvoerlegging van de samenwerkingsprestatie, alsook van het eindverslag.

Voor microprojecten is dit element niet vereist;

3.4° het juridisch stelsel, het mechanisme voor de overdracht en de regels voor het gebruik van de fondsen en van het materiaal nodig voor de uitvoering van de samenwerkingsprestatie ;

3.5° de nadere regels voor het opstellen van de verslagen over de uitvoering, van de voortgangsbewakingsverslagen en monitoringverslagen, van de audit- en controleverslagen, van de verslagen over de voorlopige en de definitieve oplevering van samenwerkingsprestaties door de BTC, en van het eindverslag, alsmede de steller en de periodiciteit ervan.

Inzake microprojecten moet de bijzondere overeenkomst niet voorzien in het opstellen van verslagen over de uitvoering of van audit- of controleverslagen. Overigens kan het ontwerp van bijzondere overeenkomst andere nadere regels voorzien voor de voortgangsbewaking en voor de monitoring dan het opstellen van voortgangsbewakingverslagen en monitoringverslagen;

3.6° de procedure voor de herziening van de bijzondere overeenkomst.

Voor noodhulp en hulp voor rehabilitatie op korte termijn dient geen ontwerp van bijzondere overeenkomst te worden opgemaakt.

#### Artikel 12. Nadere regels voor de verwezenlijking

§ 1. Zonder afbreuk te doen aan de bepalingen van de artikelen 19 tot 24, vertrouwt de Staat aan de BTC de formulering toe van de samenwerkingsprestaties, behalve voor microprojecten.

§ 2. De plaatselijke Vertegenwoordiger van de BTC in het partnerland verwezenlijkt de formuleringsoverdrachten die hem worden toevertrouwd conform artikel 13, door het opstellen van een formuleringverslag, van een ontwerp van overeenkomst inzake de tenuitvoerlegging van de samenwerkingsprestatie en van een ontwerp van bijzondere overeenkomst, conform artikel 11.

Voor noodhulp en hulp voor rehabilitatie op korte termijn verwezenlijkt de plaatselijke Vertegenwoordiger van de BTC de formuleringsoverdrachten die hem conform artikel 13 worden toevertrouwd door het opstellen van een formuleringverslag en van een ontwerp van overeenkomst inzake de tenuitvoerlegging van de samenwerkingsprestatie, conform artikel 11.

Voor microprojecten realiseert de Attaché voor internationale samenwerking de formuleringstaak door het opstellen van een ontwerp van overeenkomst inzake de tenuitvoerlegging van de prestatie van ontwikkelings samenwerking en van een ontwerp van bijzondere overeenkomst, conform artikel 11.

Indien ze opgesteld moeten worden, worden het formuleringverslag, het ontwerp van de overeenkomst inzake de tenuitvoerlegging van de samenwerkingsprestatie en het ontwerp van bijzondere overeenkomst genotifieerd aan de Minister onder wie de BTC ressorteert.

#### Artikel 13. Toewijzingsprocedure

§ 1. Binnen de 30 werkdagen vanaf de gunstige beslissing van de gemengde lokale overlegstructuur bedoeld in artikel 9, § 4 of, voor noodhulp en hulp voor rehabilitatie op korte termijn, binnen de eerste werkdag na de beslissing van de ministerraad bedoeld in artikel 9, § 5,

l'article 9, § 5, ou, en matière de micro projets, dans les 30 jours ouvrables de la décision favorable de l'Attaché de la coopération internationale visée à l'article 9, § 5, l'Etat notifie à la CTB :

— l'identification de la prestation de coopération visée à l'article 9, y compris les documents pertinents qui lui ont servi de base;

— les termes de référence de la formulation précisant, pour chaque formulation, les obligations à respecter par la CTB en vue de sa réalisation conforme à l'article 11;

— le délai de réalisation et de communication du rapport de formulation, du projet de convention relative à la mise en oeuvre de la prestation de coopération et du projet de convention spécifique, lorsque leur établissement est requis conformément à l'article 11;

— une demande d'offre de prix.

Les termes de référence de la tâche de formulation sont établis par le Ministre dont relève la CTB, sur la base, lorsque celui-ci est requis, du projet de termes de référence visé à l'article 8, 11°.

§ 2. Dans les 10 jours ouvrables ou, en matière d'aide d'urgence et d'aide de réhabilitation à court terme, dans les trois jours ouvrables, de la notification par la CTB de l'offre de prix visée au § 1<sup>er</sup>, l'Etat notifie à la CTB son acceptation ou son refus formellement motivé.

Durant ce délai, l'Etat et la CTB négocient le cas échéant l'offre de prix, le délai de réalisation et de communication et les termes de référence de la formulation.

L'accord entre l'Etat et la CTB constitue une convention d'attribution au sens de l'article 15, § 2, 2° de la loi portant création de la CTB.

#### Section 4. — Mise en oeuvre de prestations de coopération en matière de coopération bilatérale directe

##### Article 14. Définition

La mise en oeuvre d'une prestation de coopération comporte :

1° l'exécution de la prestation de coopération selon les modalités prévues par la convention relative à la mise en oeuvre de la prestation de coopération;

2° l'établissement, selon les modalités prévues par la convention relative à la mise en oeuvre de la prestation de coopération, du planning d'exécution de la prestation de coopération;

3° l'établissement, selon les modalités prévues par la convention relative à la mise en oeuvre de la prestation de coopération, d'un dossier technique;

4° l'établissement, selon les modalités prévues par la convention relative à la mise en oeuvre de la prestation de coopération, de rapports d'exécution relatifs à l'état d'avancement de la prestation de coopération;

5° le suivi-évaluation et le monitoring de la prestation de coopération, selon les modalités prévues par la convention relative à la mise en oeuvre de la prestation de coopération;

6° l'analyse des résultats du suivi-évaluation et du monitoring en vue de la présentation de recommandations et, le cas échéant, de la révision de la convention relative à la mise en oeuvre de la prestation de coopération et/ou de la convention spécifique;

7° l'établissement par des experts indépendants, selon les modalités prévues par la convention relative à la mise en oeuvre de la prestation de coopération, de rapports d'audit ou de contrôle;

8° les réceptions provisoire et définitive, selon les modalités prévues par la convention relative à la mise en oeuvre de la prestation de coopération, des prestations effectuées par la CTB en exécution la convention relative à la mise en oeuvre de la prestation de coopération;

9° l'établissement, selon les modalités prévues par la convention relative à la mise en oeuvre de la prestation de coopération, d'un rapport final mesurant les résultats de la prestation de coopération.

##### Article 15. Modalités de réalisation

§ 1<sup>er</sup>. L'Etat conclut des conventions spécifiques avec les pays partenaires ou, en matière de micro projets, avec les partenaires locaux, de manière à permettre à la CTB d'exécuter des conventions relatives à la mise en oeuvre des prestations de coopération et les communique d'initiative à la CTB.

of, voor microprojecten, binnen de 30 werkdagen na de gunstige beslissing van de Attaché voor internationale samenwerking bedoeld in artikel 9, § 5, notifieert de Staat aan de BTC :

— de identificatie van de samenwerkingsprestatie, bedoeld in artikel 9 met inbegrip van de relevante ondersteunende documenten;

— de referentietermen van de formulering, die voor elke formulering de door de BTC na te komen verplichtingen preciseren met het oog op de realisatie ervan conform artikel 11;

— de termijn voor realisatie en terhandstelling van het formulering-verslag, van het ontwerp van overeenkomst inzake de tenuitvoerlegging van de samenwerkingsprestatie en van het ontwerp van bijzondere overeenkomst, wanneer het conform artikel 11 vereist is ze op te stellen;

— een vraag voor een prijsofferte.

De referentietermen van de formuleringstaak worden vastgelegd door de Minister onder wie de BTC ressorteert, op basis van het ontwerp van de referentietermen, bedoeld in artikel 8, 11°, voor zover dit is vereist.

§ 2. Binnen de 10 werkdagen of, voor noodhulp en voor hulp voor rehabilitatie op korte termijn, binnen de drie werkdagen na de notificatie door de BTC van de prijsofferte bedoeld in § 1, notifieert de Staat aan de BTC zijn aanvaarding of zijn uitdrukkelijk gemotiveerde weigering.

Tijdens deze termijn onderhandelen de Staat en de BTC in voorkomend geval over de prijsofferte, over de termijn voor de verwezenlijking en voor de terhandstelling alsmede over de referentietermen van de formulering.

Het akkoord tussen de Staat en de BTC vormt een toewijzingsovereenkomst zoals bedoeld in artikel 15, § 2, 2° van de wet tot oprichting van de BTC.

#### Afdeling 4. — Tenuitvoerlegging van de samenwerkingsprestaties op het vlak van de directe bilaterale samenwerking

##### Artikel 14. Definitie

De tenuitvoerlegging van een samenwerkingsprestatie omvat :

1° de uitvoering van de samenwerkingsprestatie, volgens de nadere regels bepaald in de overeenkomst inzake de tenuitvoerlegging van de samenwerkingsprestatie;

2° het opstellen van de planning van de uitvoering van de samenwerkingsprestatie volgens de nadere regels bepaald in de overeenkomst inzake de tenuitvoerlegging van de samenwerkingsprestatie;

3° het opstellen van een technisch dossier, volgens de nadere regels bepaald in de overeenkomst inzake de tenuitvoerlegging van de samenwerkingsprestatie;

4° het opstellen van verslagen over de uitvoering, met betrekking tot de vorderingsstaat van de samenwerkingsprestatie, volgens de nadere regels bepaald in de overeenkomst inzake de tenuitvoerlegging van de samenwerkingsprestatie;

5° de voortgangsbewaking en de monitoring van de samenwerkingsprestatie, volgens de nadere regels bepaald in de overeenkomst inzake de tenuitvoerlegging van de samenwerkingsprestatie;

6° de analyse van de resultaten van de voortgangsbewaking en van de monitoring met het oog op het voorstellen van aanbevelingen en, in voorkomend geval, van de herziening van de overeenkomst inzake de tenuitvoerlegging van de samenwerkingsprestatie en/of van de bijzondere overeenkomst;

7° het opstellen door onafhankelijke deskundigen, van de audit- en controleverslagen volgens de nadere regels voorzien door de overeenkomst inzake de tenuitvoerlegging van de samenwerkingsprestatie;

8° de voorlopige en de definitieve oplevering van de prestaties verwezenlijkt door de BTC ter uitvoering van de overeenkomst inzake de tenuitvoerlegging van de samenwerkingsprestatie, volgens de nadere regels voorzien door de overeenkomst inzake de tenuitvoerlegging van de samenwerkingsprestatie;

9° het opstellen, volgens de nadere regels voorzien door de overeenkomst inzake de tenuitvoerlegging van de samenwerkingsprestatie, van een eindverslag dat de resultaten meet van de samenwerkingsprestatie.

##### Artikel 15. Nadere regels voor de verwezenlijking

§ 1. De Staat sluit bijzondere overeenkomsten met de partnerlanden of, voor microprojecten, met de lokale partners, om de BTC in staat te stellen overeenkomsten inzake de tenuitvoerlegging van samenwerkingsprestaties uit te voeren, en deelt deze op eigen initiatief aan de BTC mee.

L'Etat conclut avec la CTB des conventions relatives à la mise en oeuvre des prestations de coopération.

En matière d'aide d'urgence et d'aide de réhabilitation à court terme, aucune convention spécifique n'est conclue.

§ 2. La CTB exécute les conventions relatives à la mise en oeuvre des prestations de coopération conformément au principe d'exécution de bonne foi des conventions.

Selon le mode de coopération retenu et conformément aux stipulations de la convention relative à la mise en oeuvre des prestations de coopération et de la convention spécifique lorsqu'elle est requise, l'exécution des prestations de coopération, ainsi que l'établissement du planning d'exécution, du dossier technique, des rapports d'exécution et des rapports de suivi-évaluation sont réalisés, en tout ou en partie, par la CTB et/ou un ou plusieurs partenaire(s) local(aux). La CTB peut recourir, conformément aux stipulations de la convention relative à la mise en oeuvre des prestations de coopération, et sous sa responsabilité, à des sous-traitants.

Les rapports de suivi-évaluation sont communiqués à la structure mixte de concertation locale selon les modalités définies dans la convention spécifique.

En matière d'aide d'urgence, d'aide de réhabilitation à court terme et de micro projets, le résultat du suivi-évaluation ou, lorsqu'ils sont requis, les rapports de suivi-évaluation, sont communiqués à l'Attaché de la coopération internationale selon les modalités définies dans la convention relative à la mise en oeuvre des prestations de coopération et dans la convention spécifique lorsqu'elle est requise.

§ 3. Selon le mode de coopération retenu et conformément aux stipulations la convention relative à la mise en oeuvre de la prestation de coopération et de la convention spécifique lorsqu'elle est requise, les rapports de monitoring sont établis par l'Etat et/ou la CTB.

Les rapports de monitoring sont communiqués à la structure mixte de concertation locale selon les modalités définies dans la convention spécifique.

En matière d'aide d'urgence, d'aide de réhabilitation à court terme et de micro projets, les résultats du monitoring ou, lorsqu'ils sont requis, les rapports de monitoring sont communiqués à l'Attaché de la coopération internationale selon les modalités définies dans la convention relative à la mise en oeuvre de la prestation de coopération et dans la convention spécifique lorsqu'elle est requise.

§ 4. L'Etat et la CTB participent, selon les modalités définies dans la convention spécifique, aux réunions de la structure mixte de concertation locale, qui apprécie, excepté en matière d'aide d'urgence, d'aide de réhabilitation à court terme et de micro projets, les rapports de suivi-évaluation et les rapports de monitoring en vue de la formulation de recommandations et, le cas échéant, de la révision de la convention relative à la mise en oeuvre de la prestation de coopération (notamment en matière de prix) et/ou de la convention spécifique.

§ 5. L'Etat procède, conformément aux stipulations de la convention relative à la mise en oeuvre de la prestation de coopération et de la convention spécifique lorsqu'elle est requise, aux réceptions provisoire et définitive des prestations effectuées par la CTB et ses éventuels sous-traitants en exécution de la convention relative à la mise en oeuvre de la prestation de coopération, sans préjudice des responsabilités de la CTB en sa qualité d'entrepreneur.

§ 6. La CTB établit le rapport final, conformément aux stipulations de la convention relative à la mise en oeuvre de la prestation de coopération et de la convention spécifique lorsqu'elle est requise, et le communique au Ministre dont relève la CTB.

§ 7. Pour la réalisation des conventions relatives à la mise en oeuvre des prestations de coopération en matière de micro projets, l'Etat est représenté par l'Attaché de la coopération internationale et la CTB est représentée par son Représentant résident dans le pays partenaire.

#### Article 16. Procédure d'attribution

Dans les 10 jours ouvrables ou, en matière d'aide d'urgence et d'aide de réhabilitation à court terme, dans les 48 heures de la notification visée à l'article 12, § 2 du rapport de formulation, du projet de convention relative à la mise en oeuvre de la prestation de coopération et du projet de convention spécifique, lorsque leur établissement est

De Staat sluit met de BTC overeenkomsten inzake de tenuitvoerlegging van samenwerkingsprestaties.

Voor noodhulp en hulp voor rehabilitatie op korte termijn wordt er geen bijzondere overeenkomst afgesloten.

§ 2. De BTC voert de overeenkomsten inzake de tenuitvoerlegging van samenwerkingsprestaties uit conform het principe van uitvoering te goeder trouw van de overeenkomsten.

Naargelang de gekozen wijze van samenwerking en volgens de bepalingen van de overeenkomst inzake de tenuitvoerlegging van samenwerkingsprestaties en van de bijzondere overeenkomst indien deze is vereist, worden de uitvoering van de samenwerkingsprestaties, evenals het opstellen van de uitvoeringsplanning, van het technisch dossier, van de verslagen over de uitvoering en van de voortgangsbewakingsverslagen geheel of gedeeltelijk door de BTC en/of één of meerdere lokale partner(s) verwezenlijkt. De BTC kan volgens de bepalingen van de overeenkomst inzake de tenuitvoerlegging van samenwerkingsprestaties en op haar verantwoordelijkheid, een beroep doen op onderaannemers.

De voortgangsbewakingsverslagen worden voorgelegd aan de gemengde lokale overlegstructuur, volgens de nadere regels bepaald in de bijzondere overeenkomst.

Voor noodhulp, hulp voor rehabilitatie op korte termijn en microprojecten, wordt het resultaat van de voortgangsbewaking of, indien deze zijn vereist, worden de voortgangsbewakingsverslagen voorgelegd aan de Attaché voor internationale samenwerking, volgens de nadere regels bepaald in de overeenkomsten inzake de tenuitvoerlegging van samenwerkingsprestaties en in de bijzondere overeenkomst als deze is vereist.

§ 3. Naargelang de gekozen wijze van samenwerking en conform de bepalingen van de overeenkomst inzake de tenuitvoerlegging van de samenwerkingsprestatie en van de bijzondere overeenkomst indien deze is vereist, worden de monitoringverslagen door de Staat en/of de BTC opgesteld.

De monitoringverslagen worden overgemaakt aan de gemengde lokale overlegstructuur, volgens de nadere regels bepaald in de bijzondere overeenkomst.

Voor noodhulp, hulp voor rehabilitatie op korte termijn en microprojecten, worden de resultaten van de monitoring of, wanneer deze worden vereist, de monitoringverslagen overgemaakt aan de Attaché voor internationale samenwerking, volgens de nadere regels bepaald in de overeenkomst inzake de tenuitvoerlegging van de samenwerkingsprestatie en in de bijzondere overeenkomst indien deze is vereist.

§ 4. De Staat en de BTC nemen, volgens de nadere regels bepaald in de bijzondere overeenkomst, deel aan de vergaderingen van de gemengde lokale overlegstructuur, die, behalve in het geval van noodhulp of hulp voor rehabilitatie op korte termijn en microprojecten, de voortgangsbewakingsverslagen en de monitoringverslagen beoordeelt met het oog op de formulering van aanbevelingen en, in voorkomend geval, van de herziening van de overeenkomst inzake de tenuitvoerlegging van de samenwerkingsprestatie (in het bijzonder inzake prijs) en/of van de bijzondere overeenkomst.

§ 5. De Staat gaat, conform de bepalingen van de overeenkomst inzake de tenuitvoerlegging van de samenwerkingsprestatie en van de bijzondere overeenkomst indien dit is vereist, over tot de voorlopige en definitieve oplevering van de prestaties uitgevoerd door de BTC en haar eventuele onderaannemers ter uitvoering van de overeenkomst inzake de tenuitvoerlegging van de samenwerkingsprestatie, zonder afbreuk te doen aan de verantwoordelijkheden van de BTC in haar hoedanigheid van ondernemer.

§ 6. De BTC stelt het eindverslag op, conform de bepalingen van de overeenkomst inzake de tenuitvoerlegging van de samenwerkingsprestatie en van de bijzondere overeenkomst indien deze is vereist, en legt ze voor aan de Minister onder wie de BTC ressorteert.

§ 7. Voor de realisatie van de overeenkomsten inzake de tenuitvoerlegging van de samenwerkingsprestaties inzake microprojecten, wordt de Staat vertegenwoordigd door de Attaché voor internationale samenwerking en de BTC door haar plaatselijke Vertegenwoordiger in het partnerland.

#### Artikel 16. Toewijzingsprocedure

Binnen de 10 werkdagen of, voor noodhulp en voor hulp voor rehabilitatie op korte termijn, binnen de 48 uren na de notificatie bedoeld in artikel 12, § 2 van het formuleringsverslag, van het ontwerp van overeenkomst inzake de tenuitvoerlegging van de samenwerkingsprestatie en van het ontwerp van bijzondere overeenkomst - indien het

requis, l'Etat notifie à la CTB son acceptation ou son refus formellement motivé, sans préjudice de la nécessité de conclure auparavant la convention spécifique visée à l'article 15, § 1<sup>er</sup>.

Durant ce délai, l'Etat et la CTB négocient le cas échéant les termes de la convention relative à la mise en oeuvre de la prestation de coopération.

Si la convention relative à la mise en oeuvre de la prestation de coopération n'a pas pu être signée parce que la convention spécifique ne l'était pas dans les 90 jours qui suivent la notification visée au premier alinéa, la CTB est autorisée à réviser les prix proposés lors de la formulation.

La convention relative à la mise en oeuvre de la prestation de coopération constitue une convention d'attribution au sens de l'article 15, § 2, 2° de la loi portant création de la CTB.

En matière de micro projets, la procédure d'attribution intervient entre l'Attaché de la coopération internationale et le représentant permanent de la CTB dans le pays partenaire.

*Section 5. — Evaluation « ex post » des prestations de coopération en matière de coopération bilatérale directe*

**Article 17. Définition**

L'évaluation ex post des prestations de coopération comporte :

1° l'évaluation systématique et objective de la prestation de coopération au regard :

1.1° de sa cohérence et de sa pertinence pour le développement.

En matière d'aide d'urgence et d'aide de réhabilitation à court terme, la prestation de coopération est évaluée uniquement au regard de son impact.

En matière de micro projets, la prestation de coopération est évaluée uniquement au regard de son impact pour le groupe des bénéficiaires concernés, de sa durabilité et du renforcement des capacités de ses bénéficiaires ;

1.2° des indicateurs de performance visés par la convention relative à la mise en oeuvre de la prestation de coopération ;

1.3° du respect des règles de conduite vis-à-vis des bénéficiaires des prestations de coopération.

2° des recommandations claires et pertinentes relatives à :

2.1° l'amélioration de la méthodologie, en ce compris les procédures de décision, à suivre à l'avenir pour la mise en oeuvre de prestations de coopération ;

2.2° l'adaptation éventuelle des stratégies géographiques, sectorielles, et thématiques.

En matière d'aide d'urgence, d'aide de réhabilitation à court terme et de micro projets, cet élément n'est pas requis.

**Article 18. Modalités de réalisation**

§ 1<sup>er</sup>. L'Etat assure l'évaluation ex post des prestations de coopération par l'établissement de rapports d'évaluation ex post.

L'Etat communique d'initiative à la CTB le rapport d'évaluation ex post relatif aux prestations de coopération qui auront fait l'objet d'une évaluation ex post.

§ 2. Dans le cadre de la réalisation de ses tâches de service public, la CTB prend en considération les recommandations formulées dans les rapports d'évaluation ex post qui lui seront communiqués, moyennant concertation, conformément au § 1<sup>er</sup>.

*Section 6. Transfert de l'Etat à la CTB des prestations de coopération en cours en matière de coopération bilatérale directe*

Sous-section 1. — Identification et formulation des prestations de coopération en cours en matière de coopération bilatérale directe transférées de l'Etat à la CTB

**Article 19. Définition**

§ 1<sup>er</sup>. Afin de garantir la continuité du service public concernant les tâches de service public visées aux articles 5 à 8 de la loi portant création de la CTB, l'Etat maintient la compétence de l'Administration pour gérer, en vue de son transfert à la CTB, l'exécution de chaque prestation de coopération en cours, jusqu'à la date de l'entrée en vigueur de la convention de reprise de ladite prestation avec la CTB.

§ 2. L'identification d'une prestation de coopération en cours transférée de l'Etat à la CTB comporte l'élaboration d'un dossier de transfert comportant les éléments suivants :

2.1° la localisation de la prestation de coopération ;

opstellen ervan is vereist -, notifieert de Staat zijn instemming of zijn uitdrukkelijk gemotiveerde weigering aan de BTC, zonder afbreuk te doen aan de noodzaak vooraf de bijzondere overeenkomst te sluiten, bedoeld in artikel 15, § 1.

In voorkomend geval onderhandelen de Staat en de BTC tijdens deze termijn over de inhoud van de overeenkomst inzake de tenuitvoerlegging van de samenwerkingsprestatie.

Indien de overeenkomst inzake de tenuitvoerlegging van de samenwerkingsprestatie niet ondertekend kan worden omdat de bijzondere overeenkomst niet gesloten is binnen de 90 dagen na de notificatie bedoeld in het eerste lid, is de BTC gemachtigd de tijdens de formulering voorgestelde prijzen te herzien.

De overeenkomst inzake de tenuitvoerlegging van de samenwerkingsprestatie vormt een toewijzingsovereenkomst zoals bedoeld in artikel 15, § 2, 2° van de wet tot oprichting van de BTC.

Voor microprojecten vindt de procedure van toekenning plaats tussen de Attaché voor de internationale samenwerking en de plaatselijke Vertegenwoordiger van de BTC in het partnerland.

*Afdeling 5. — Ex-post evaluatie van de samenwerkingsprestaties op het vlak van de directe bilaterale samenwerking*

**Artikel 17. Definitie**

De ex-post evaluatie van de samenwerkingsprestaties omvat :

1° de systematische en objectieve evaluatie van de samenwerkingsprestatie voor wat betreft :

1.1° de coherentie en de ontwikkelingsrelevantie ervan ;

Voor noodhulp en hulp voor revalidatie op korte termijn, wordt de samenwerkingsprestatie enkel geëvalueerd op haar impact.

Voor microprojecten, wordt de samenwerkingsprestatie enkel geëvalueerd voor wat de impact voor de beoogde doelgroep en de duurzaamheid ervan betreft alsmede voor wat betreft de versterking van de capaciteiten van de begunstigden ;

1.2° de prestatie-indicatoren, bedoeld door de overeenkomst inzake de tenuitvoerlegging van de samenwerkingsprestatie ;

1.3° het respect van de gedragsregels jegens de begunstigden van de samenwerkingsprestaties.

2° duidelijke en relevante aanbevelingen inzake :

2.1° de verbetering van de methodologie, met inbegrip van de beslissingsprocedures, die in de toekomst moeten worden aangewend voor de uitvoering van de samenwerkingsprestatie ;

2.2° de eventuele aanpassing van de geografische, sectorale en thematische strategieën.

Voor noodhulp, hulp voor revalidatie op korte termijn en microprojecten is dit element niet vereist.

**Artikel 18. Nadere regels voor de verwezenlijking**

§ 1. De Staat verzekert de ex-post evaluatie van de samenwerkingsprestaties door het opstellen van ex-post evaluatieverslagen.

De Staat bezorgt op eigen initiatief het ex-post evaluatieverslag aangaande de samenwerkingsprestaties die het voorwerp hebben uitgemaakt van een ex-post evaluatie, aan de BTC.

§ 2. In het kader van de realisatie van taken van openbare dienst, neemt de BTC de aanbevelingen in aanmerking die geformuleerd werden in de ex-post evaluatieverslagen die haar, mits overleg, worden meegedeeld conform § 1.

*Afdeling 6. — Overdracht van de Staat naar de BTC van de lopende samenwerkingsprestaties op het vlak van de directe bilaterale samenwerking*

Onderafdeling 1. — Identificatie en formulering van de lopende samenwerkingsprestaties op het vlak van de directe bilaterale samenwerking, die door de Staat overgedragen worden aan de BTC

**Artikel 19. Definitie**

§ 1. Om de continuïteit van de openbare dienst te verzekeren inzake de taken van openbare dienst bedoeld in artikels 5 tot 8 van de wet tot oprichting van de BTC, handhaaft de Staat de bevoegdheid van het Bestuur om, met het oog op zijn overdracht aan de BTC, de uitvoering van elke lopende samenwerkingsprestatie te beheren tot de datum waarop de overeenkomst inzake de overname van bedoelde samenwerkingsprestatie van kracht wordt.

§ 2. De identificatie van een lopende samenwerkingsprestatie die door de Staat wordt overgedragen aan de BTC, bestaat uit een overdrachtdossier dat volgende elementen bevat :

2.1° de lokaliteit van de samenwerkingsprestatie ;

2.2° une description de la nature et des modalités de la prestation de coopération, les objectifs et résultats à atteindre, de même que les écarts éventuels par rapport à ceux-ci et leur justification ainsi que des informations objectives sur les risques politiques, techniques et économiques connus;

2.3° la faisabilité technique et financière de la prestation de coopération;

2.4° les éventuels partenaires locaux de même que leur rôle et leur responsabilité;

2.5° les bénéficiaires de la prestation de coopération;

2.6° le coût de la prestation de coopération ainsi que le plan financier précisant notamment les dépenses déjà engagées et restant à engager;

2.7° la durée de la prestation de coopération ainsi que son planning d'exécution;

2.8° l'inventaire, le régime juridique, le mécanisme de transfert et les règles d'utilisation des fonds et équipements nécessaires à l'exécution de la prestation de coopération;

2.9° les modalités du paiement des sommes dues au(x) éventuel(s) partenaire(s) local(-aux), lié à l'état d'avancement de la prestation de coopération;

2.10° lorsqu'ils existent, les rapports d'exécution relatifs à l'état d'avancement de la prestation de coopération, les rapports de suivi-évaluation, les rapports de monitoring et les rapports d'audit ou de contrôle;

2.11° lorsqu'elle existe, la convention spécifique contenant les droits et obligations du pays partenaire et de l'Etat, ou, en matière de micro projets, du partenaire local et de l'Etat.

§ 3. La formulation d'une prestation de coopération en cours transférée de l'Etat à la CTB comporte l'élaboration des documents suivants :

3.1° un projet de convention de reprise de prestation de coopération comportant les éléments visés à l'article 11, 2°, ainsi que la date du transfert de la prestation de coopération, les responsabilités respectives et les réserves quant aux résultats compte tenu des risques mentionnés dans la formulation;

3.2° un projet d'avenant à la convention spécifique ou, à défaut de convention spécifique existante, un projet de convention spécifique conformes à l'article 11, 3°, contenant les droits et obligations du pays partenaire et de l'Etat ou, en matière de micro projets, du partenaire local et de l'Etat, de manière à permettre à la CTB de réaliser la convention de reprise de prestation de coopération visée au point 1° du présent paragraphe.

#### Article 20. Modalités de réalisation

L'Etat établit, pour chaque prestation de coopération en cours à la date de l'entrée en vigueur du présent contrat de gestion, un dossier de transfert conforme à l'article 19, § 1.

La CTB établit, avec l'aide du personnel actuel chargé de la gestion et de l'exécution des prestations de coopération, un projet de convention de reprise de prestation de coopération ainsi que, lorsque son établissement est requis, un projet d'avenant à la convention spécifique ou, à défaut de convention spécifique existante, un projet de convention spécifique conformément à l'article 19, § 2, et les notifie au Ministre dont relève la CTB.

#### Article 21. Procédure d'attribution

§ 1<sup>er</sup>. Dans les trois mois de l'entrée en vigueur du présent contrat de gestion, l'Etat notifie à la CTB :

— le dossier de transfert de chaque prestation de coopération en cours visé aux articles 19 et 20;

— les termes de référence de la formulation précisant, pour chaque formulation, les obligations à respecter par la CTB en vue de sa réalisation conformément à l'article 19;

— le délai de réalisation et de communication du projet de convention de reprise et, lorsqu'il doit être établi, du projet d'avenant à la convention spécifique ou, à défaut de convention spécifique existante, du projet de convention spécifique;

— une demande d'offre de prix.

Les termes de référence de la tâche de formulation sont établis par le Ministre dont relève la CTB.

2.2° een beschrijving van de aard en van de uitvoeringswijze van de samenwerkingsprestatie, de te behalen doelstellingen en resultaten, alsmede de eventuele afwijkingen daarvan en hun verantwoording alsmede de objectieve inlichtingen met betrekking tot de bekende politieke, technische en economische risico's;

2.3° de technische en financiële haalbaarheid van de samenwerkingsprestatie;

2.4° de eventuele lokale partners alsook de rol en de verantwoordelijkheid van dezen;

2.5° de begunstigden van de samenwerkingsprestatie;

2.6° de kostprijs van de samenwerkingsprestatie alsook het financieel plan dat met name de vastgelegde en nog vast te leggen uitgaven preciseert;

2.7° de duur van de samenwerkingsprestatie alsook de planning voor de uitvoering;

2.8° de inventaris, het juridisch stelsel, het mechanisme van overdracht en de regels voor het gebruik van de fondsen en het materiaal die nodig zijn voor de uitvoering van de samenwerkingsprestatie;

2.9° de nadere regels voor de betaling van de bedragen die de BTC verschuldigd is aan (een) eventuele lokale partner(s) en die verband houden met de vorderingsstaat van de samenwerkingsprestatie;

2.10° indien ze bestaan, de verslagen over de uitvoering, aangaande de vorderingsstaat van de samenwerkingsprestatie, de voortgangsbewakingsverslagen, de monitoringverslagen en de audit- en controleverslagen;

2.11° indien deze bestaat, de bijzondere overeenkomst met de rechten en de plichten van het partnerland en van de Staat of, voor wat de microprojecten betreft, van de lokale partner en de Staat.

§ 3. De formulering van een lopende samenwerkingsprestatie die door de Staat wordt overgedragen aan de BTC, bestaat uit het opstellen van volgende documenten :

3.1° een ontwerp van overeenkomst inzake de overname van de samenwerkingsprestatie, die de in artikel 11,2° bedoelde elementen bevat alsmede de datum van de overdracht van de samenwerkingsprestatie, de respectievelijke verantwoordelijkheden en de reserves m.b.t. de resultaten rekening houdend met de in de formulering vermelde risico's;

3.2° een ontwerp van wijziging van de bijzondere overeenkomst of, indien er geen bijzondere overeenkomst bestaat, een ontwerp van bijzondere overeenkomst conform artikel 11, 3°, bevattende de rechten en de verplichtingen van het partnerland en van de Staat of, voor microprojecten, van de lokale partner en van de Staat, zodat het voor de BTC mogelijk is om de overeenkomst inzake de overname van de samenwerkingsprestatie die bedoeld wordt in punt 1° van deze paragraaf te verwezenlijken.

#### Artikel 20. Nadere regels voor de verwezenlijking

De Staat stelt, conform artikel 19, § 1, een overdrachtdossier op voor elke samenwerkingsprestatie die lopend is op het moment van de inwerkingtreding van dit beheerscontract.

De BTC stelt, met de hulp van het huidige personeel belast met het beheer en de uitvoering van de samenwerkingsprestaties, een ontwerp van overeenkomst inzake de overname van de samenwerkingsprestatie op alsmede, voor zover het opstellen ervan is vereist, een ontwerp van wijziging aan de bijzondere overeenkomst of, indien er geen bijzondere overeenkomst bestaat, een ontwerp van bijzondere overeenkomst conform artikel 19, § 2, en notifieert ze aan de Minister onder wie de BTC ressorteert.

#### Artikel 21. Toewijzingsprocedure

§ 1. Binnen de drie maanden na de inwerkingtreding van dit beheerscontract notifieert de Staat aan de BTC :

— het overdrachtdossier van elke lopende samenwerkingsprestatie zoals bedoeld in de artikelen 19 en 20;

— de referentietermen voor de formulering die, voor elke formulering, de door de BTC na te komen verplichtingen verduidelijken met het oog op de verwezenlijking ervan conform artikel 19;

— de termijn voor verwezenlijking en overmaking van het ontwerp van de overeenkomst inzake de overname van de samenwerkingsprestatie en, indien dit moet worden opgesteld, van het ontwerp van wijziging aan de bijzondere overeenkomst of, indien er geen bijzondere overeenkomst bestaat, van het ontwerp van bijzondere overeenkomst;

— een vraag voor een prijsaanbod.

De referentietermen van de formuleringstaak worden vastgelegd door de Minister onder wie de BTC ressorteert.



§ 2. Dans les 10 jours ouvrables de la notification par la CTB de l'offre de prix visée au § 1<sup>er</sup>, l'Etat notifie à la CTB son acceptation ou son refus formellement motivé.

Durant ce délai, l'Etat et la CTB négocient le cas échéant l'offre de prix, le délai de réalisation et de communication et les termes de référence de la formulation.

L'accord entre l'Etat et la CTB constitue une convention d'attribution au sens de l'article 15, § 2, 2° de la loi portant création de la CTB.

Sous-section 2. — Mise en œuvre des prestations de coopération en cours en matière de coopération bilatérale directe transférées de l'Etat à la CTB

#### Article 22. Définition

La mise en œuvre d'une prestation de coopération en cours, transférée de l'Etat à la CTB, comporte les éléments visés à l'article 14.

#### Article 23. Modalités de réalisation

§ 1<sup>er</sup>. L'Etat conclut avec la CTB les conventions de reprise de prestation de coopération.

L'Etat conclut des avenants aux conventions spécifiques ou, à défaut de conventions spécifiques existantes, des conventions spécifiques avec les pays partenaires ou, en matière de micro projets, avec les partenaires locaux, de manière à permettre à la CTB d'exécuter les contrats d'exécution, et les communique d'initiative à la CTB.

En matière d'aide d'urgence et d'aide de réhabilitation à court terme, aucune convention spécifique n'est conclue.

§ 2. La CTB exécute les conventions de reprise des prestations de coopération conformément à l'article 15, §§ 2 à 7.

#### Article 24. Procédure d'attribution

Dans les 10 jours ouvrables de la notification du projet de convention de reprise ainsi que, lorsque son établissement est requis, du projet d'avenant à la convention spécifique ou, à défaut de convention spécifique existante, du projet de convention spécifique, l'Etat notifie à la CTB son acceptation ou son refus formellement motivé, sans préjudice de la nécessité de conclure ou de modifier auparavant la convention spécifique visée à l'article 19 § 3, 2°.

Durant ce délai, l'Etat et la CTB négocient le cas échéant les termes de la convention de reprise de prestation de coopération.

Si la convention relative à la mise en oeuvre de la prestation de coopération n'a pas pu être signée parce que la convention spécifique n'était pas modifiée ou signée dans les 90 jours qui suivent la notification visée au premier alinéa, la CTB est autorisée à réviser les prix proposés lors de la formulation.

La convention de reprise de prestation de coopération constitue une convention d'attribution au sens de l'article 15, § 2, 2° de la loi portant création de la CTB.

Sous-section 3. — Transfert du « personnel de la coopération avec les pays en voie de développement » affecté à des prestations de coopération en cours

#### Article 25

La CTB s'engage à prendre à son service ceux des agents de la coopération soumis au « Statut du personnel de la coopération avec les pays en voie de développement » fixé par arrêté royal du 10 avril 1967, affectés à une prestation de coopération transférée de l'Etat à la CTB conformément aux articles 19 à 24, qui lui en feront expressément la demande.

La CTB engage les agents de la coopération susvisés en qualité d'experts en coopération technique dans les liens d'un contrat de travail pour un travail nettement défini consistant en l'achèvement de la mise en oeuvre de la prestation de coopération transférée jusqu'à sa réception définitive par l'Etat conformément au présent contrat de gestion.

La CTB garantit à l'Etat qu'elle assumera seule ses obligations d'employeur et que les experts en coopération technique engagés dans les liens d'un contrat de travail conformément à l'alinéa précédent bénéficieront contractuellement de droits et obligations équivalents à ceux prévus par le statut administratif et pécuniaire fixé par ou en vertu de l'arrêté royal susvisé du 10 avril 1967.

§ 2. Binnen de 10 werkdagen van de notificatie door de BTC van de prijsofferte bedoeld in § 1, notifieert de Staat aan de BTC zijn instemming of zijn uitdrukkelijk gemotiveerde weigering.

In voorkomend geval onderhandelen de Staat en de BTC tijdens deze termijn over de prijsofferte, over de termijn voor de verwezenlijking en de terhandstelling en over de referentietermen voor de formulering.

Het akkoord tussen de Staat en de BTC vormt een toewijzingsovereenkomst zoals bedoeld in artikel 15, § 2, 2° van de wet tot oprichting van de BTC.

Onderafdeling 2. — Tenuitvoerlegging van de lopende samenwerkingsprestaties op het vlak van de directe bilaterale samenwerking, die door de Staat overgedragen worden aan de BTC

#### Artikel 22. Definitie

De tenuitvoerlegging van een lopende samenwerkingsprestatie, overgedragen door de Staat aan de BTC, omvat de elementen bedoeld in artikel 14.

#### Artikel 23. Nadere regels voor de verwezenlijking

§ 1. De Staat sluit met de BTC de overeenkomsten af over de overname van samenwerkingsprestaties.

De Staat sluit wijzigingen aan de bijzondere overeenkomsten af of, als er geen bijzondere overeenkomst bestaat, bijzondere overeenkomsten met de partnerlanden of met de lokale partners, op het vlak van de microprojecten, zodat het voor de BTC mogelijk is om de conventies over de overname van de samenwerkingsprestaties uit te voeren, en maakt ze op eigen initiatief over aan de BTC.

Voor noodhulp en voor hulp voor rehabilitatie op korte termijn worden er geen bijzondere overeenkomsten gesloten.

§ 2. De BTC voert de overeenkomsten over de overname van de samenwerkingsprestaties uit conform artikel 15, §§ 2 tot 7.

#### Artikel 24. Toewijzingsprocedure

Binnen de 10 werkdagen na de notificatie van het ontwerp van overeenkomst over de overname van de samenwerkingsprestatie en, voor zover het opstellen ervan is vereist, van het ontwerp van wijziging aan de bijzondere overeenkomst of - indien er geen bijzondere overeenkomst bestaat -, van het ontwerp van bijzondere overeenkomst, notifieert de Staat aan de BTC zijn aanvaarding of uitdrukkelijk gemotiveerde weigering, zonder afbreuk te doen aan de noodzaak vooraf de bijzondere overeenkomst bedoeld in artikel 19 § 3, 2° te sluiten of te wijzigen.

In voorkomend geval onderhandelen de Staat en de BTC tijdens deze termijn over de inhoud van de overeenkomst inzake de overname van de samenwerkingsprestatie.

Indien de overeenkomst inzake de tenuitvoerlegging van de samenwerkingsprestatie niet ondertekend kan worden omdat de bijzondere overeenkomst niet gewijzigd of gesloten is binnen de 90 dagen na de notificatie bedoeld in het eerste lid, is de BTC gemachtigd de tijdens de formulering voorgestelde prijzen te herzien.

De overeenkomst inzake de overname van de samenwerkingsprestatie vormt een toewijzingsovereenkomst zoals bedoeld in artikel 15, § 2, 2° van de wet tot oprichting van de BTC.

Onderafdeling 3. — Overdracht van het « personeel van de samenwerking met de ontwikkelingslanden » verbonden aan lopende samenwerkingsprestaties

#### Artikel 25

De BTC verbindt zich ertoe om de leden van het coöperatiepersoneel in dienst te nemen die onderworpen zijn aan het « statuut van het personeel van de coöperatie met de ontwikkelingslanden », vastgelegd bij koninklijk besluit van 10 april 1967, die verbonden zijn aan een samenwerkingsprestatie die door de Staat overgedragen wordt aan de BTC conform de artikelen 19 tot 24, en die de BTC daar uitdrukkelijk om verzoeken.

De BTC neemt de bovengenoemde leden van het coöperatiepersoneel over in de hoedanigheid van technische samenwerkingsdeskundigen, in het kader van een arbeidscontract voor een welbepaald werk, dat bestaat uit de tenuitvoerlegging van de overgedragen samenwerkingsprestatie tot op het ogenblik van haar definitieve oplevering door de Staat, conform dit beheerscontract.

De BTC garandeert de Staat dat zij, alleen, haar verplichtingen als werkgever opneemt en dat de technische samenwerkingsdeskundigen die aangenomen zijn in het kader van een arbeidscontract conform voorgaande alinea contractueel de rechten en verplichtingen zullen genieten die gelijkwaardig zijn met die welke voorzien zijn door het administratief en geldelijk statuut zoals vastgelegd door of krachtens het bovengenoemde koninklijk besluit van 10 april 1967.

La CTB transmet à l'Etat la liste des agents de la coopération qu'elle engage conformément au présent article et de ceux avec lesquels elle conclut un nouveau contrat de travail à l'issue du contrat pour un travail nettement défini visé à l'alinéa 2. La CTB informe l'Etat, deux mois avant leur échéance, de la fin des contrats de travail des agents de la coopération qui lui ont été transférés.

La CTB s'engage à offrir les futures missions en tant qu'expert en coopération technique en priorité aux agents de la coopération qui relèvent du "Statut du personnel de la coopération avec les pays en voie de développement", fixé par arrêté royal du 10 avril 1967.

CHAPITRE III. — *Modalités de réalisation et procédure d'attribution des autres tâches de service public susceptibles d'être attribuées à la CTB en vertu de l'article 6 de la loi portant création de la CTB*

#### Article 26. Enumération

Les autres tâches de service public susceptibles d'être attribuées à la CTB par l'Etat en vertu de l'article 6 de la loi portant création de la CTB sont :

- la réalisation d'études exploratoires en vue de la mise en oeuvre de la politique et des stratégies de la coopération internationale belge et de la mise en oeuvre de nouveaux programmes et projets, dans le cadre de la coopération bilatérale directe, indirecte ou multilatérale;
- la réalisation de missions d'expertise ou d'évaluation dans le cadre de la coopération bilatérale indirecte ou multilatérale;
- la formation du personnel d'outre-mer;
- l'aide d'urgence et l'aide de réhabilitation à court terme octroyées suite à une demande d'un organisme d'aide.

#### Article 27. Modalités d'exécution

En cas de difficulté formellement motivée pour l'Etat de réaliser une des tâches de service public visées à l'article 26 et sauf décision de l'Etat justifiant également, conformément à l'article 6, § 2 de la loi portant création de la CTB, de la difficulté formellement motivée pour la CTB de réaliser cette tâche, l'Etat propose à la CTB de réaliser cette tâche, sans préjudice de l'article 6, § 3 de la loi.

La CTB réalise la tâche qui lui est confiée conformément à l'article 28.

#### Article 28. Procédures d'attribution

§ 1<sup>er</sup>. L'Etat notifie, au cas par cas, à la CTB :

- les termes de référence de la tâche de service public visée à l'article 26 précisant, dans chaque cas, les obligations à respecter par la CTB en vue de sa réalisation;
- le délai de réalisation de cette tâche et de la communication de son résultat;
- une demande de remise d'offre de prix.

Sans préjudice des alinéas 3 et 4, les termes de référence en vue de la réalisation des tâches de service public visées à l'article 26 sont établis par l'Etat, après consultation du Représentant résident de la CTB dans le pays partenaire.

Les termes de référence des études exploratoires portant sur la mise en oeuvre de la politique de la coopération internationale belge, sont établis par le Ministre dont relève la CTB, après consultation du Représentant résident de la CTB dans le pays partenaire.

Les termes de référence des études exploratoires portant sur la mise en oeuvre d'un programme indicatif de coopération, sont établis par l'Attaché de la coopération internationale, à la demande du Ministre dont relève la CTB, en concertation avec le pays partenaire et après consultation du Représentant résident de la CTB dans le pays partenaire.

§ 2. Dans les 20 jours ouvrables de la notification visée au § 1<sup>er</sup>, la CTB notifie à l'Etat :

- soit son refus formellement motivé de réaliser la tâche de service public, auquel cas l'Etat pourra, conformément à l'article 6, § 2 de la loi portant création de la CTB, faire réaliser cette tâche par un tiers dans le respect de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de l'article 50 de la loi-programme du 24 décembre 1993;

De BTC laat aan de Staat de lijst geworden van de leden van het coöperatiepersoneel die zij in dienst neemt conform dit artikel en van diegenen met wie zij een nieuw werkcontract sluit na het aflopen van een contract voor een welbepaalde taak zoals bedoeld in alinea 2. De BTC informeert de Staat, twee maanden voor hun vervaldatum, van het einde van de arbeidscontracten van de leden van het coöperatiepersoneel die naar haar werden overgedragen.

De BTC engageert zich om de toekomstige opdrachten als technische samenwerkingsdeskundige bij voorrang aan te bieden aan de leden van het coöperatiepersoneel die onderworpen zijn aan het « Statuut van het samenwerkingspersoneel inzake ontwikkelingslanden », vastgelegd bij koninklijk besluit van 10 april 1967.

HOOFDSTUK III. — *Nadere regels voor de verwezenlijking van de toewijzingsprocedure voor de andere taken van openbare dienst welke aan de BTC kunnen worden toevertrouwd krachtens artikel 6 van de wet tot oprichting van de BTC*

#### Artikel 26. Opsomming

De andere taken van openbare dienst die door de Staat aan de BTC kunnen worden toegekend krachtens artikel 6 van de wet tot oprichting van de BTC zijn :

- de verwezenlijking van verkennende studies met het oog op de tenuitvoerlegging van het beleid of van de strategieën inzake de Belgische internationale samenwerking en van het uitwerken van nieuwe programma's en projecten in het kader van de directe bilaterale, indirecte bilaterale of multilaterale samenwerking;
- de verwezenlijking van expertise- of evaluatieopdrachten in het kader van de indirecte bilaterale of multilaterale samenwerking;
- de opleiding van het overzees personeel;
- de noodhulp en hulp voor rehabilitatie op korte termijn die wordt toegekend ingevolge een verzoek van een hulporganisatie.

#### Artikel 27. Nadere regels voor de uitvoering

Ingeval de Staat zich in de uitdrukkelijk gemotiveerde moeilijkheid bevindt om één van de in artikel 26 bedoelde taken van openbare dienst te verwezenlijken en tenzij de Staat, dit eveneens verantwoordend conform artikel 6, § 2 van de wet tot oprichting van de BTC, beslist dat de BTC zich in de uitdrukkelijk gemotiveerde moeilijkheid bevindt om die taak te verwezenlijken, stelt de Staat aan de BTC voor deze taak te realiseren, zonder afbreuk te doen aan artikel 6, § 3 van de wet.

De BTC verwezenlijkt de taak die haar wordt toevertrouwd conform artikel 28.

#### Artikel 28. Toewijzingsprocedures

§ 1. De Staat notifieert, geval per geval, aan de BTC :

- de referentietermen voor de taak van openbare dienst bedoeld in artikel 26 met, voor elk geval, een verduidelijking van de door de BTC na te komen verplichtingen met het oog op de realisatie ervan;
- de termijn voor verwezenlijking van deze taak en de bekendmaking van het resultaat ervan;
- een vraag voor een prijsaanbieding.

Zonder afbreuk te doen aan de alinea's 3 en 4, worden de referentietermen voor de verwezenlijking van de taken van openbare dienst zoals bedoeld in artikel 26, opgesteld door de Staat na raadpleging van de plaatselijke Vertegenwoordiger van de BTC in het partnerland.

De referentietermen van de verkennende studies die betrekking hebben op de tenuitvoerlegging van het beleid van de Belgische internationale samenwerking, worden vastgelegd door de Minister onder wie de BTC ressorteert na raadpleging van de plaatselijke Vertegenwoordiger van de BTC in het partnerland.

De referentietermen van de verkennende studies die betrekking hebben op de tenuitvoerlegging van een indicatief samenwerkingsprogramma, worden vastgelegd door de Attaché voor internationale samenwerking, op vraag van de Minister onder wie de BTC ressorteert, in overleg met het partnerland en na raadpleging van de plaatselijke Vertegenwoordiger van de BTC in het partnerland.

§ 2. Binnen de 20 werkdagen na de notificatie bedoeld in § 1, notifieert de BTC aan de Staat :

- hetzij haar uitdrukkelijk gemotiveerde weigering om de taak van openbare dienst te verwezenlijken, in welk geval de Staat, conform artikel 6, § 2 van de wet tot oprichting van de BTC, deze taak door een derde kan laten verwezenlijken, mits inachtneming van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor de aanneming van werken, leveringen en diensten en mits inachtneming van artikel 50 van de programmawet van 24 december 1993.

— soit son offre de prix, sur la base d'une estimation des coûts réels, valant acceptation des termes de référence et du délai de réalisation et de communication de la tâche de service public.

§ 3. Dans les 10 jours ouvrables de la notification de l'offre de prix visée au § 2 l'Etat notifie à la CTB son acceptation ou son refus formellement motivé.

Durant ce délai, l'Etat et la CTB négocient le cas échéant l'offre de prix, le délai de réalisation et les termes de référence de la tâche de service public.

L'accord entre l'Etat et la CTB constitue une convention d'attribution au sens de l'article 15, § 2, 2° de la loi portant création de la CTB.

A défaut d'accord entre l'Etat et la CTB, l'Etat pourra, conformément à l'article 6, § 3 de la loi portant création de la CTB, faire réaliser la tâche de service public par un tiers dans le respect de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de l'article 50 de la loi-programme du 24 décembre 1993.

#### TITRE IV. — Interruption ou cessation des tâches de service public

##### Article 29

Le Ministre dont relève la CTB peut interrompre ou mettre fin, pour des motifs d'ordre politique ou de sécurité liés à la situation du pays partenaire, à l'exécution par la CTB d'une convention d'attribution conclue en vertu du présent contrat de gestion.

Le Ministre dont relève la CTB notifie sa décision formellement motivée à la CTB en indiquant, soit la date et la durée de l'interruption, soit la date de la cessation de l'exécution de la convention d'attribution.

La CTB peut, de commun accord avec le Ministre dont elle relève, interrompre ou mettre fin, pour des motifs de sécurité liés à la situation du pays partenaire, à l'exécution d'une convention d'attribution conclue en vertu du présent contrat de gestion.

Dans un délai de 10 jours ouvrables à dater de la notification visée à l'alinéa 2 ou de l'accord visé à l'alinéa 3, l'Etat et la CTB conviennent des modalités de l'interruption ou de la cessation de la convention d'attribution.

L'Etat indemniserà, dans le respect du contrôle réglementaire financier et budgétaire, la CTB pour l'ensemble des dommages directs ou indirects résultant de l'interruption ou de la cessation de son exécution, dont la CTB apportera la preuve, à l'exception du manque à gagner lié à la non exécution complète de la convention d'attribution.

La CTB prévoit dans les contrats qu'elle conclut avec ses éventuels sous-traitants les modalités de rupture du contrat en cas d'interruption ou de cessation visée par le présent article et met en œuvre les moyens raisonnables pour convenir d'un montant maximum d'indemnisation.

#### TITRE V. — Règles de conduite vis-à-vis des bénéficiaires des prestations de coopération

##### Article 30

La CTB réalise ses tâches de service public dans le respect du concept de partenariat, ce qui implique la prise en compte de la spécificité du pays partenaire et une attention particulière pour :

- le développement des capacités locales;
- la décentralisation des prestations de coopération au niveau des pouvoirs de décision afin de les situer le plus près possible des groupes-cibles visés;
- la responsabilisation du pays partenaire et des partenaires locaux, notamment par l'association au processus de développement des pouvoirs publics, de la société civile et du secteur privé du pays partenaire;
- l'aide fournie au pays partenaire et aux partenaires locaux pour l'identification des prestations de coopération;
- le recours, chaque fois que les capacités et expertises locales le permettent, aux modes de coopération dans lesquels la plus grande partie possible de la préparation et de l'exécution de la prestation de coopération est confiée au pays partenaire et/ou aux partenaires locaux;

— hetzij haar prijsofferte, op basis van een schatting van de reële kosten, welke geldt als aanvaarding van de referentietermen en van de termijn voor de verwezenlijking en voor de terhandstelling van de taak van openbare dienst.

§ 3. Binnen de 10 werkdagen na de notificatie van de prijsofferte bedoeld in § 2, notifieert de Staat aan de BTC zijn akkoord of zijn uitdrukkelijk gemotiveerde weigering.

In voorkomend geval onderhandelen de Staat en de BTC tijdens die termijn over de prijsofferte, de termijn van de verwezenlijking en de referentietermen van de taak van openbare dienst.

Het akkoord tussen de Staat en de BTC vormt een toewijzingsovereenkomst zoals bedoeld in artikel 15, § 2, 2° van de wet tot oprichting van de BTC.

Bij gebrek aan akkoord tussen de Staat en de BTC, kan de Staat conform artikel 6, § 3 van de wet tot oprichting van de BTC, deze taak laten verwezenlijken door een derde mits inachtneming van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en mits inachtneming van artikel 50 van de programmawet van 24 december 1993.

#### TITEL IV. — Onderbreking of stopzetting van de taken van openbare dienst

##### Artikel 29

De Minister onder wie de BTC ressorteert kan, omwille van motieven van politiek of veiligheid in verband met de situatie van het partnerland, de uitvoering door de BTC van een krachtens dit beheerscontract gesloten toewijzingsovereenkomst onderbreken of stopzetten.

De Minister onder wie de BTC ressorteert, notifieert formeel zijn met redenen omklede beslissing aan de BTC hierbij aangevend hetzij de datum en de duur van de onderbreking, hetzij de datum van de stopzetting van de uitvoering van de toewijzingsovereenkomst.

De BTC kan, in akkoord met de Minister onder wie ze ressorteert, om redenen van veiligheid in verband met de situatie in het partnerland, de uitvoering van een krachtens dit beheerscontract gesloten toewijzingsovereenkomst onderbreken of stopzetten.

Binnen een termijn van 10 werkdagen vanaf de notificatie bedoeld in het 2e lid of het akkoord bedoeld in het 3e lid, komen de Staat en de BTC de nadere regels overeen voor de onderbreking of voor de beëindiging van de toewijzingsovereenkomst.

De Staat vergoedt de BTC, met inachtneming van de reglementaire financiële en budgettaire controle, voor het geheel van de geleden directe of indirecte schade, die voortvloeit uit de onderbreking of de stopzetting van de uitvoering en waarvoor de BTC het bewijs levert, behalve voor wat betreft de inkomstenderving tengevolge een volledige niet-uitvoering van de toewijzingsovereenkomst.

De BTC bepaalt in de contracten die ze sluit met haar eventuele onderaannemers de nadere regels voor verbreking van het contract ingeval van onderbreking of stopzetting bedoeld in dit artikel en neemt de gepaste maatregelen voor het overeenkomen van een maximumbedrag voor schadevergoeding.

#### TITEL V. — Gedragsregels jegens de begunstigten van de samenwerkingsprestaties

##### Artikel 30

De BTC verwezenlijkt haar taken van openbare dienst met respect voor het concept van partnerschap, wat inhoudt dat rekening wordt gehouden met de specificiteit van het partnerland en dat speciale aandacht wordt geschonken aan :

- de ontwikkeling van lokale capaciteiten;
- de decentralisatie van de samenwerkingsprestaties op het beslissingsniveau, teneinde deze zo dicht mogelijk bij de beoogde doelgroepen te brengen;
- de responsabilisering van het partnerland en van de lokale partners, met name door de overheid, de civiele maatschappij en de private sector van het partnerland te betrekken bij het ontwikkelingsproces;
- de hulp die verstrekt wordt aan het partnerland en aan de lokale partners voor de identificatie van samenwerkingsprestaties;
- het beroep doen, telkens als de lokale capaciteit en deskundigheid dit toelaat, op vormen van samenwerking waarbij een zo groot mogelijk deel van de voorbereiding en van de uitvoering van de samenwerkingsprestatie wordt toevertrouwd aan het partnerland en/of aan lokale partners;

— le transfert mutuel du know-how, notamment par le recours au personnel local et aux entreprises du pays partenaire pour l'exécution des prestations de coopération;

— la prise en compte et le respect des particularités sociales et culturelles du pays partenaires et la valorisation de celles-ci comme facteur de développement.

La CTB veille en outre à ce que les membres de son personnel :

— traitent les bénéficiaires des prestations de coopération avec respect et sans aucune discrimination;

— évitent, dans et en dehors de leurs fonctions, tout comportement qui pourrait ébranler la confiance du public ou des bénéficiaires des prestations de coopération dans la coopération internationale belge et, notamment, s'abstiennent de toute immixtion dans la politique du pays partenaire;

— remplissent leurs fonctions avec loyauté et intégrité et, notamment :

- respectent les obligations contractées par l'Etat dans les accords généraux de coopération et les conventions spécifiques qui auront été communiqués à la CTB conformément aux articles 5 et 15;

- formulent leurs avis et rédigent leurs rapports avec rigueur et exactitude;

- exécutent leurs missions avec conscience et rigueur professionnelle;

— ne sollicitent, exigent ou reçoivent directement ou par personne interposée, même en dehors de leurs fonctions mais à raison de celles-ci, des dons, gratifications ou avantages quelconques;

— n'exercent à titre personnel ou par personne interposée aucune occupation qui serait de nature à nuire à l'accomplissement de leurs fonctions ou contraire à la dignité de celles-ci.

#### TITRE VI. — Experts en coopération technique

##### Article 31. Envoi d'experts en coopération technique dans les pays partenaires

La CTB est représentée, dans chaque pays partenaire, partenaire de la coopération directe bilatérale belge, par un Représentant résident, qui est son interlocuteur vis-à-vis de l'Attaché de la coopération internationale, des autorités du pays partenaire et des partenaires locaux.

Conformément aux obligations qu'elle assume en exécution des conventions d'attribution conclues en vertu du présent contrat de gestion, la CTB envoie en outre un ou plusieurs experts en coopération technique dans le pays partenaire.

La CTB veille à ce que chaque expert en coopération technique présente les qualités et capacités requises pour :

— réaliser les tâches de service public de la CTB;

— respecter la finalité sociale de la CTB, en ce compris les règles de conduites vis-à-vis des bénéficiaires des prestations de coopération;

Les experts en coopération technique envoyés dans les pays partenaires, partenaire de la coopération directe bilatérale belge, sont recrutés par la CTB avec une attention particulière pour la lutte contre toute forme de discrimination pour des raisons fondées sur la nationalité ou sur le sexe de même que pour des raisons sociales, ethniques, religieuses ou philosophiques.

##### Article 32. Coopération entre les experts en coopération technique et les Attachés de la coopération internationale

Sans préjudice des responsabilités de l'Etat et de la CTB définies notamment dans le présent contrat de gestion, dans chaque pays partenaire, l'Attaché de la coopération internationale, qui représente l'Etat, et le Représentant résident de la CTB, qui représente la CTB, assistent aux réunions des structures mixtes de concertation locale constituées conformément aux dispositions des accords généraux de coopération et des conventions spécifiques conclus entre l'Etat et les pays partenaires. Ils veillent à se faire remplacer, sous leur responsabilité, en cas d'impossibilité d'y assister pour cause de force majeure ou d'empêchement légitime.

— de wederzijdse kennisoverdracht, met name door het beroep doen op lokaal personeel en op ondernemingen in het partnerland voor de uitvoering van samenwerkingsprestaties;

— het rekening houden met en het respect voor de specifieke sociale en culturele eigenheid van de partnerlanden en het valoriseren hiervan als een factor van ontwikkeling.

De BTC zal er bovendien over waken dat haar personeelsleden :

— op een respectvolle manier omgaan met de begunstigden van de samenwerkingsprestaties en zulks zonder enige discriminatie;

— zowel binnen als buiten hun functies vermijden zich zo te gedragen dat dit het vertrouwen van de publieke opinie of van de begunstigden van de samenwerkingsprestaties in de Belgische internationale samenwerking zou kunnen schokken en zich met name onthouden van elke inmenging in de politiek van het partnerland;

— hun opdrachten loyaal en correct uitvoeren en niet in het minst :

- de door de Staat in de algemene samenwerkingsakkoorden en in de bijzondere overeenkomsten aangegane verplichtingen nakomen, die aan de BTC zullen worden medegedeeld conform de artikelen 5 en 15;

- op een correcte wijze en met nauwgezetheid hun adviezen formuleren en hun rapporten opstellen;

- hun opdrachten uitvoeren in professionele geest en op een professionele wijze;

— noch rechtstreeks noch via een tussenpersoon, giften, toelagen of voordelen van welke aard ook, vragen, eisen noch ontvangen, ook niet wanneer dit gebeurt buiten hun functies maar wel als gevolg ervan;

— noch ten persoonlijke titel noch via een tussenpersoon, een activiteit uitoefenen welke van aard is de vervulling van hun functies te schaden of die niet in overeenstemming is met de waardigheid ervan.

#### TITEL VI. — Technische samenwerkingsdeskundigen

##### Artikel 31. Het uitzenden van technische samenwerkingsdeskundigen naar de partnerlanden

De BTC wordt in elk partnerland, partner van de Belgische directe bilaterale samenwerking, vertegenwoordigd door een plaatselijke Vergegenwoordiger, die haar aanspreekpunt is voor de Attaché voor internationale samenwerking, voor de autoriteiten van het partnerland en voor de lokale partners.

Conform de verplichtingen die zij op zich neemt in uitvoering van de krachtens dit beheerscontract gesloten toewijzingsovereenkomsten, zendt de BTC daarnaast één of meerdere technische samenwerkingsdeskundige(n) naar het partnerland.

De BTC zal erop toezien dat elke technische samenwerkingsdeskundige beschikt over de nodige kwaliteiten en capaciteiten om :

— de taken van openbare dienst van de BTC te verwezenlijken;

— het sociaal oogmerk van de BTC te respecteren, inbegrepen de gedragsregels ten overstaan van de begunstigden van de samenwerkingsprestaties;

De technische samenwerkingsdeskundigen die uitgezonden worden naar de partnerlanden, partner van de Belgische directe bilaterale samenwerking, worden door de BTC aangeworven met bijzondere aandacht voor de strijd tegen elke vorm van discriminatie op grond van nationaliteit of geslacht of om sociale, ethnische, religieuze of filosofische redenen.

##### Artikel 32. Samenwerking tussen de technische samenwerkingsdeskundigen en de Attachés voor internationale samenwerking

Zonder afbreuk te doen aan de verantwoordelijkheden van de Staat en van de BTC, zoals met name bepaald in dit beheerscontract, nemen in elk partnerland, de Attaché voor internationale samenwerking, als vertegenwoordiger van de Staat, en de plaatselijke Vergegenwoordiger van de BTC, als vertegenwoordiger van de BTC, deel aan de vergaderingen van de gemengde lokale overlegstructuren, samengesteld conform de bepalingen van de tussen de Staat en de partnerlanden gesloten algemene samenwerkingsakkoorden en bijzondere overeenkomsten. Zij zullen erover waken zich te laten vervangen, op hun verantwoordelijkheid, wanneer zij wegens overmacht of ten gevolge van een legitiem beletsel in de onmogelijkheid verkeren hieraan deel te nemen.

Dans chaque pays partenaire, l'Attaché de la coopération internationale, d'une part, et le Représentant résident de la CTB ainsi que les éventuels experts en coopération technique occupés dans ce pays conformément aux conventions d'attribution conclues en vertu du présent contrat de gestion, d'autre part, se concertent de façon régulière et systématique dans le cadre de la réalisation des tâches de service public visées par le présent contrat de gestion, et notamment de :

- l'identification de prestations de coopération;
- la formulation des prestations de coopération, avec une attention particulière pour la possibilité de recourir à des experts ou partenaires locaux;
- la mise en oeuvre des prestations de coopération, avec une attention particulière pour la méthode à suivre pour réaliser leur suivi-évaluation et leur monitoring;
- l'évaluation ex post des prestations de coopération, avec une attention particulière pour la communication, à l'Attaché de la coopération internationale, des informations relatives à leur mise en oeuvre;
- la recherche de la formule la moins dommageable pour les bénéficiaires d'une prestation de coopération, en cas d'interruption ou de cessation prématurée de celle-ci conformément à l'article 29.

Les Attachés de la coopération internationale et les Représentants résidents de la CTB dans les pays partenaires bénéficient des délégations de compétence requises pour l'exécution des dispositions du présent contrat de gestion de même que pour l'exécution et la révision des conventions d'attribution conclues en vertu de celui-ci, sans préjudice des mécanismes de contrôle administratif et budgétaire ou financier.

#### TITRE VII. — Financement

##### Article 33. Facturation des prestations de la CTB

§ 1<sup>er</sup>. La CTB facture à l'Etat, conformément au prix convenu dans chaque convention d'attribution :

- les études exploratoires dans le cadre de la mise en oeuvre de la politique ou des stratégies de la coopération internationale belge et de la mise en oeuvre de nouveaux programmes et projets dans le cadre de la coopération bilatérale directe, indirecte ou multilatérale visées aux articles 5, § 1, alinéa 3, et 26 à 28;
- les études exploratoires en vue de l'identification de prestations de coopération visées aux articles 8 à 10;
- la réalisation de la tâche de formulation visée aux articles 11 à 13 et 19 à 21;
- la réalisation de la tâche de la mise en oeuvre visée aux articles 14 à 16 et 22 à 24;
- la réalisation de missions d'expertise ou d'évaluation dans le cadre des articles 26 à 28;
- la réalisation de la tâche portant sur la formation du personnel d'outre-mer visée aux articles 26 à 28;
- la réalisation de la tâche portant sur l'aide d'urgence et l'aide de réhabilitation à court terme octroyée suite à une demande d'un organisme d'aide visée aux articles 26 à 28.

§ 2. La CTB facture mensuellement à l'Etat ses prestations relatives à la réalisation des tâches visées au § 1<sup>er</sup>, sur la base des coûts réels exposés.

Chaque facture est transmise à l'Etat. Les justificatifs des dépenses exposées seront mis à disposition pour contrôle au siège de la CTB.

Dans le cadre du financement des prestations de la CTB et des procédures de contrôle et de tutelle auxquelles elle est soumise, l'Etat et la CTB conviennent que les contrôles relevant des représentants du Ministre du Budget et du Ministre dont relève la CTB, à exercer après la signature des conventions d'attribution conclues en vertu du présent contrat de gestion, seront assurés par les Commissaires du Gouvernement visés à l'article 28 de la loi portant création de la CTB.

§ 3. Afin de garantir la continuité du service public et la possibilité pour la CTB d'honorer sans retard les engagements résultant de sa mission, l'Etat verse à la CTB des avances par tranches mensuelles sur la base de l'introduction par la CTB de l'échéancier des paiements prévus pour le mois à couvrir, déduction faite de la part non utilisée des avances mensuelles précédentes sur la base des factures mensuelles définitives transmises par la CTB.

La tranche relative à chaque mois sera versée au plus tard le cinquième jour ouvrable du mois.

In elk partnerland plegen de Attaché voor internationale samenwerking en de plaatselijke Vertegenwoordiger van de BTC evenals gebeurlijk de technische samenwerkingsdeskundigen die in dit land zijn tewerkgesteld conform de krachtens dit beheerscontract gesloten toewijzingscontracten, op regelmatige en systematische wijze overleg in het kader van de verwezenlijking van de taken van openbare dienst bedoeld in dit beheerscontract, en in het bijzonder over :

- de identificatie van samenwerkingsprestaties;
- de formulering van samenwerkingsprestaties, met een bijzondere aandacht voor de mogelijkheid om een beroep te doen op lokale deskundigen of partners;
- de tenuitvoerlegging van samenwerkingsprestaties, met een bijzondere aandacht voor de te volgen werkwijze om de voortgangsbewaking en de monitoring ervan te verwezenlijken;
- de ex-post evaluatie van samenwerkingsprestaties, met een bijzondere aandacht voor het terhandstellen van informatie over de verwezenlijking ervan aan de Attaché voor internationale samenwerking;
- het zoeken van de voor de begunstigden van een samenwerkingsprestatie minst schadelijke formule ingeval van onderbreking of voortijdige stopzetting hiervan, conform artikel 29.

De Attachés voor internationale samenwerking en de plaatselijke Vertegenwoordiger van de BTC in de partnerlanden beschikken over de bevoegdheidsdelegaties die nodig zijn voor de uitvoering van de bepalingen van dit beheerscontract alsook voor de uitvoering en de herziening van de toewijzingsovereenkomsten die gesloten worden op grond hiervan, zonder afbreuk te doen aan de mechanismen van administratieve en budgettaire of financiële controle.

#### TITEL VII. — Financiering

##### Artikel 33. Facturering van de prestaties van de BTC

§ 1. De BTC factureert aan de Staat, conform de prijs die overeengekomen is in elke toewijzingsovereenkomst :

- de verkennende studies in het kader van de tenuitvoerlegging van het beleid of van de strategieën van de Belgische internationale samenwerking en van de tenuitvoerlegging van nieuwe programma's en projecten in het kader van de directe bilaterale samenwerking, de indirecte bilaterale samenwerking of de multilaterale samenwerking, bedoeld in de artikelen 5, § 1, alinea 3 en 26 tot 28;
- de verkennende studies met het oog op de identificatie van samenwerkingsprestaties, bedoeld in de artikelen 8 tot 10;
- de verwezenlijking van de formuleringstaak, bedoeld in de artikelen 11 tot 13 en 19 tot 21;
- de verwezenlijking van de taak van tenuitvoerlegging, bedoeld in de artikelen 14 tot 16 en 22 tot 24;
- de verwezenlijking van expertise-opdrachten of evaluatieopdrachten in het kader van de artikelen 26 tot 28;
- de verwezenlijking van de taak met betrekking tot de vorming van overzees personeel, bedoeld in de artikelen 26 tot 28;
- de verwezenlijking van de taak met betrekking tot de noodhulp en de revalidatiehulp op korte termijn die toegekend werd ingevolge een vraag van een hulporganisatie, bedoeld in de artikelen 26 tot 28.

§ 2. De BTC factureert maandelijks aan de Staat haar prestaties met betrekking tot de verwezenlijking van de taken, bedoeld in § 1, op basis van de werkelijk gemaakte kosten.

Elke factuur wordt voorgelegd aan de Staat. De verantwoordingsstukken van de gedane uitgaven zijn voor controle ter beschikking op de zetel van de BTC.

In het kader van de financiering van de prestaties van de BTC en van de procedures inzake controle en toezicht waaraan zij onderworpen is, komen de Staat en de BTC overeen dat de controles uitgaande van de vertegenwoordigers van de Minister van Begroting en van de Minister onder wie de BTC ressorteert en die uitgeoefend moeten worden na de ondertekening van de toewijzingsovereenkomsten krachtens dit beheerscontract gesloten, zullen verzekerd worden door de Regeringscommissarissen, bedoeld in artikel 28 van de wet tot oprichting van de BTC.

§ 3. Teneinde de continuïteit van de openbare dienst te garanderen alsook de mogelijkheid voor de BTC om zonder vertraging de uit haar opdracht voortvloeiende verplichtingen na te komen, stort de Staat aan de BTC voorschotten in maandelijks schijven, op basis van het door de BTC ingediende overzicht van vervaldagen voor de in de volgende maand verwachte betalingen, na aftrek van het niet-gebruikte deel van de vorige maandelijks voorschotten op basis van de maandelijks definitieve facturen voorgelegd door de BTC.

De maandelijks schijven zullen worden gestort uiterlijk op de vijfde werkdag van de maand.

**Article 34. Contribution à la couverture des frais de gestion pour les charges découlant des tâches de service public**

Jusqu'à l'échéance du présent contrat de gestion, l'Etat verse à la CTB une contribution prévisionnelle à la couverture des frais de gestion.

La contribution à la couverture des frais de gestion est destinée à couvrir de manière prévisionnelle :

— les frais d'installation et de lancement de la CTB, c'est-à-dire les frais d'établissement, les frais liés au transfert du « personnel de la coopération avec les pays en voie de développement » visé à l'article 25 ainsi qu'au recrutement du personnel, les frais liés à la mise en place de procédures internes, les frais d'installation d'un système informatique, etc;

— les frais de gestion afférents aux tâches de service public réalisées par la CTB, c'est-à-dire, d'une part, l'ensemble des frais non couverts par le prix des tâches de service public visées à l'article 33, § 1, et, d'autre part, l'ensemble des frais et charges afférents à la réalisation des tâches de service public autres que celles visées à l'article 33.

La contribution prévisionnelle à la couverture des frais de gestion attribuée à la CTB s'élève à :

— pour les 12 premiers mois suivant l'entrée en vigueur du présent contrat de gestion : 583.000.000 BEF;

— pour les 12 mois suivants : 607.000.000 BEF;

— pour les 12 mois derniers suivant ceux visés au point précédent : 624.000.000 BEF.

Sans préjudice des dispositions légales et réglementaires relatives au budget de l'Etat et à la procédure générale de libération des crédits budgétaires, le montant de la contribution à la couverture prévisionnelle des frais de gestion est payé en quatre tranches trimestrielles, correspondant chacune à un quart de la contribution annuelle à la couverture des frais de gestion, dans les dix premiers jours ouvrables du premier mois du trimestre concerné.

Au plus tard le 15 janvier de chaque année, la CTB informe l'Etat des coûts réels qu'elle a supportés durant l'exercice précédent. Les écarts constatés font l'objet d'un ajustement budgétaire qui interviendra au cours du troisième trimestre de l'année en cours par réduction ou augmentation de la contribution prévisionnelle à la couverture des frais de gestion afférente à ce trimestre et, si nécessaire, aux trimestres suivants.

La CTB tiendra dès l'entrée en vigueur du présent contrat de gestion une comptabilité analytique permettant, le cas échéant, à l'Etat et à la CTB de déterminer, lors de la négociation du second contrat de gestion, le montant des frais de gestion de la CTB sur base d'un pourcentage fixe et/ou variable des prix des tâches de service public visées à l'article 33, § 1<sup>er</sup>.

**TITRE VIII. — Plan d'entreprise**

**Article 35**

Un plan d'entreprise est établi annuellement par la CTB conformément à l'article 23, § 1<sup>er</sup> de la loi portant création de la CTB. Ce plan d'entreprise comporte au moins les éléments suivants :

— une planification de la CTB reprenant l'inventaire des objectifs et de la stratégie pour les cinq années à venir, à actualiser chaque année;

— une planification annuelle portant sur les éléments suivants :

- la stratégie que la CTB compte développer pour réaliser les tâches qui lui sont confiées par ou en vertu du présent contrat de gestion;

- une planification des moyens mis en œuvre:

\* investissements en logistique et infrastructures;  
\* perspectives en matière de politique du personnel et de gestion des ressources humaines;

\* adaptation des modes de gestion et procédures de contrôle interne;

- environnement stratégique et positionnement de la CTB vis-à-vis des autres acteurs de la coopération au développement;

- plan financier contenant une préfiguration du compte de résultats et du bilan;

- évaluation annuelle des performances des prestations de la CTB, relative à l'année précédant l'exercice visé par le plan d'entreprise, mesurée notamment à partir des indicateurs de performance prévus dans les conventions relatives à la mise en œuvre des prestations de coopération et au regard des règles de conduite vis-à-vis des bénéficiaires. Cette évaluation sert pour la réévaluation annuelle du contrat de gestion.

**Artikel 34. Bijdrage ter dekking van de beheerskosten van de uit de taken van openbare dienst voortvloeiende lasten.**

Tot aan de einddatum van dit beheerscontract stort de Staat aan de BTC een provisionele bijdrage ter dekking van de beheerskosten.

De bijdrage ter dekking van de beheerskosten dient om op provisionele wijze te dekken :

— de installatiekosten en opstartkosten van de BTC, dit wil zeggen de kosten voor de oprichting, de kosten verbonden aan de overname van het « personeel voor de samenwerking met de ontwikkelingslanden », bedoeld in artikel 25, evenals voor de rekrutering van personeel, de kosten verbonden aan het tot stand brengen van interne procedures, de installatiekosten voor een informaticasysteem, enzovoort;

— de beheerskosten met betrekking tot de taken van openbare dienst die verwezenlijkt worden door de BTC, namelijk het geheel van de kosten die niet gedekt worden door de prijs voor de taken van openbare dienst, bedoeld in artikel 33, § 1, enerzijds, en het geheel van de kosten voor de uitvoering van taken van openbare dienst, andere dan dewelke bedoeld in artikel 33, anderzijds.

De provisionele bijdrage ter dekking van de beheerskosten toegekend aan de BTC bedraagt :

— voor de eerste 12 maanden, volgend op de inwerkingtreding van dit beheerscontract : 583.000.000 BEF;

— voor de 12 hiernavolgende maanden : 607.000.000 BEF;

— voor de laatste 12 maanden, volgend op die vermeld onder het voorgaande punt : 624.000.000 BEF.

Zonder afbreuk te doen aan de wettelijke en reglementaire bepalingen met betrekking tot de Rijksbegroting en tot de algemene procedure tot vrijmaking van begrotingskredieten, wordt het bedrag van de provisionele bijdrage ter dekking van de beheerskosten betaald in vier trimestriële schijven, elkeen hiervan overeenstemmend met een vierde van de jaarbijdrage ter dekking van de beheerskosten, binnen de eerste tien werkdagen van de eerste maand van het kwartaal in kwestie.

Ten laatste op 15 januari van elk jaar informeert de BTC de Staat over de werkelijke kosten die zij gedragen heeft gedurende het vorige boekjaar. De vastgestelde verschillen zullen het voorwerp vormen van een begrotingsaanpassing, uit te voeren in de loop van het derde kwartaal van het lopende jaar, door vermindering of verhoging van de provisionele bijdrage ter dekking van de beheerskosten voor dit kwartaal en, indien nodig, voor de volgende kwartalen.

De BTC houdt van bij de inwerkingtreding van dit beheerscontract een analytische boekhouding bij, die de Staat en de BTC in voorkomend geval moeten toelaten om bij de onderhandelingen over het tweede beheerscontract, het bedrag van de beheerskosten van de BTC vast te stellen op basis van een vast en/of een variabel percentage van de prijzen voor de taken van openbare dienst, bedoeld in artikel 33, § 1.

**TITEL VIII. — Ondernemingsplan**

**Artikel 35**

Jaarlijks wordt door de BTC een ondernemingsplan opgesteld, conform artikel 23, § 1 van de wet tot oprichting van de BTC. Dit ondernemingsplan bevat ten minste de volgende elementen :

— een planning van de BTC, met de inventaris van de doelstellingen en de strategie voor de komende vijf jaar en die jaarlijks dient geactualiseerd te worden;

— een jaarplanning aangaande volgende elementen :

- de strategie welke de BTC denkt te ontwikkelen om de taken te verwezenlijken die haar worden toevertrouwd door of krachtens dit beheerscontract;

- een planning van de in te zetten middelen :

\* investeringen in logistieke uitrusting en in infrastructuur;  
\* vooruitzichten voor wat betreft het personeelsbeleid en het human resources management;

\* aanpassing van de beheersmethoden en van de interne controleprocedures;

- de strategische context en de positionering van de BTC ten aanzien van de andere actoren van de ontwikkelingssamenwerking;

- een financieel plan dat een voorafbeelding bevat van de resultatenrekening en van de balans;

- de jaarlijkse evaluatie van de geleverde prestaties van de BTC, met betrekking tot het voorafgaande jaar zoals bedoeld in het ondernemingsplan en met name gemeten op basis van de in de overeenkomsten inzake de tenuitvoerlegging van de samenwerkingsprestaties bepaalde prestatie-indicatoren en ten aanzien van de gedragsregels tegenover de begunstigen. Deze evaluatie geldt als de jaarlijkse herevaluatie van het beheerscontract.

Sauf en ce qui concerne le bilan, une distinction sera faite pour chaque élément du plan d'entreprise entre les données relatives à la réalisation des tâches de service public et la réalisation des autres tâches.

Les éléments du plan d'entreprise qui concernent la réalisation des tâches de service public sont, la première fois au plus tard le 1<sup>er</sup> juin 2000, et chaque année au plus tard le 1<sup>er</sup> juin de l'année précédant l'exercice visé par le plan d'entreprise, soumis à l'approbation du Ministre dont relève la CTB. Dans le même délai, les autres éléments du plan d'entreprise sont communiqués pour information au Ministre dont relève la CTB.

L'autorisation requise par l'article 23, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3 de la loi portant création de la CTB concernant les éléments du plan d'entreprise relatifs à la réalisation des tâches de service public est censée être donnée si le Ministre dont relève la CTB n'a pas notifié au conseil d'administration de la CTB son aval ou son refus formellement motivé pour le 1<sup>er</sup> octobre de l'année précédant l'exercice visé par le plan d'entreprise.

## TITRE IX. — Sanctions en cas de non respect du contrat de gestion

### Article 36

§ 1<sup>er</sup>. En cas d'exécution défectueuse d'une des parties, celle qui s'estime lésée notifiera à l'autre le défaut de respect des clauses du contrat de gestion ou de la convention d'attribution. Cette formalité constitue une mise en demeure et fait courir les intérêts au taux légal.

§ 2. La CTB est inconditionnellement responsable de tout dommage prévisible direct ou indirect résultant de l'exécution du présent contrat de gestion et des conventions d'attribution conclues en vertu de celui-ci.

Sauf cas de force majeure, en cas d'exécution défectueuse par la CTB d'une ou plusieurs des obligations qui lui incombent par ou en vertu du présent contrat de gestion, dûment constatée par un rapport du Commissaire du gouvernement nommé sur proposition du Ministre dont relève la CTB, l'Etat sera autorisé à réclamer à la CTB les dommages et intérêts destinés à réparer le dommage subi.

§ 3. Lorsque les délais fixés pour le paiement des tranches mensuelles visant à couvrir la réalisation des tâches visées à l'article 33, § 1<sup>er</sup> sont dépassés, la CTB a droit au paiement, de plein droit et sans mise en demeure d'un intérêt de retard.

Cet intérêt de retard est calculé par mois ou partie de mois de retard au prorata du nombre de jours de calendrier de retard et en fonction du taux des avances en compte courant, hors plafond, fixé par la Banque Nationale.

Le taux pris en compte est celui du vingtième jour du mois précédant celui au cours duquel le retard a lieu.

## TITRE X. — Garantie des intérêts financiers de l'Etat

### Article 37

Les intérêts financiers de l'Etat sont garantis par :

— l'établissement par la CTB d'un système distinct de comptes pour les activités ayant trait à ses tâches de service public, d'une part, et pour ses autres activités, d'autre part, conformément à l'article 30 de la loi portant création de la CTB;

— les règles d'affectation des profits prévues par les statuts de la CTB conformes à l'article 164bis, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup> des lois coordonnées sur les sociétés commerciales;

— la procédure d'attribution des tâches de service public prévoyant la remise par la CTB, au cas par cas, d'une offre de prix;

— le contrôle des Commissaires de gouvernement conformément à l'article 28 de la loi portant création de la CTB;

— le contrôle de la situation financière de la CTB par le collège des Commissaires conformément à l'article 29 de la loi portant création de la CTB;

— la communication par la CTB à l'Etat pour le 30 avril 2000 au plus tard, et annuellement à cette date anniversaire, d'une estimation des moyens à mettre à disposition pour l'exercice suivant; une actualisation de cette estimation est prévue pour le 15 janvier au plus tard;

— la tenue d'une comptabilité analytique.

Behalve voor wat de balans aangaat, zal voor elk element van het ondernemingsplan een onderscheid worden gemaakt tussen de gegevens over de verwezenlijking van de taken van openbare dienst en de verwezenlijking van de andere taken.

De elementen van het ondernemingsplan die de verwezenlijking van de taken van openbare dienst betreffen, worden uiterlijk op 1 juni 2000 en van dan af op 1 juni van het jaar voorafgaand aan dat bedoeld in het ondernemingsplan, ter goedkeuring voorgelegd aan de Minister onder wie de BTC ressorteert. Binnen dezelfde termijn worden de andere elementen van het ondernemingsplan ter informatie voorgelegd aan de Minister onder wie de BTC ressorteert.

De vereiste machtiging, bepaald in artikel 23, § 1, 3e lid van de wet tot oprichting van de BTC, betreffende de elementen van het ondernemingsplan over de verwezenlijking van de taken van openbare dienst, wordt geacht gegeven te zijn indien de Minister onder wie de BTC ressorteert niet vóór de 1e oktober van het jaar voorafgaand aan dat bedoeld in het ondernemingsplan, zijn goedkeuring of zijn uitdrukkelijk gemotiveerde weigering heeft genoteerd aan de raad van bestuur van de BTC.

## TITEL IX. — Sancties in geval van het niet-respecteren van het beheerscontract

### Artikel 36

§ 1. Indien een van beide partijen tekortschiet in de uitvoering, notifieert die welke zich benadeeld acht aan de andere het niet-respecteren van de bepalingen van het beheerscontract of van de toewijzingsovereenkomst. Deze formaliteit vormt een in gebreke stelling en geeft aanleiding tot de aanrekening van intresten aan het wettelijk tarief.

§ 2. De BTC is onvoorwaardelijk verantwoordelijk voor elke directe of indirecte voorzienbare schade, die het resultaat is van de uitvoering van dit beheerscontract en van de op grond hiervan gesloten toewijzingsovereenkomsten.

Behalve ingeval van overmacht, zal de Staat gemachtigd zijn om van de BTC schadevergoeding en interest te vorderen bedoeld om de geleden schade te herstellen, ingeval de BTC tekortschiet in de uitvoering van één of meerdere van de verplichtingen die op haar rusten door of krachtens dit beheerscontract, vastgesteld in een verslag van de op voorstel van de Minister onder wie de BTC ressorteert aangestelde Regeringscommissaris.

§ 3. Zo de termijnen die vastgesteld zijn voor de betaling van de maandelijkse voorschotten, bedoeld ter dekking van de in artikel 33, § 1 bedoelde taken, worden overschreden, heeft de BTC van rechtswege en zonder ingebrekestelling recht op een rente voor vertraging.

Deze rente wordt berekend per maand of per gedeelte van een maand naar rato van het aantal kalenderdagen vertraging tegen de rentevoet op voorschotten boven plafond vastgesteld door de Nationale Bank.

De toegepaste voet is die geldig op de twintigste dag van de maand voorafgaand aan die waarin de vertraging optreedt.

## TITEL X. — Vrijwaring van de financiële belangen van de Staat

### Artikel 37

De financiële belangen van de Staat worden gegarandeerd door :

— de afzonderlijke rekeningen die de BTC zal houden enerzijds voor de activiteiten die voortvloeien uit haar taken van openbare dienst en anderzijds voor haar andere activiteiten, conform artikel 30 van de wet tot oprichting van de BTC;

— de voorschriften inzake de toewijzing van de winsten, bepaald in de statuten van de BTC, conform artikel 164bis, § 1, 3<sup>o</sup> van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen;

— de toewijzingsprocedure voor de taken van openbare dienst die de BTC verplicht, geval per geval, een prijsaanbieding voor te leggen;

— de controle door de Regeringscommissarissen, conform artikel 28 van de wet tot oprichting van de BTC;

— de controle van de financiële toestand van de BTC door het college van commissarissen, conform artikel 29 van de wet tot oprichting van de BTC;

— het voorleggen door de BTC aan de Staat, uiterlijk op 30 april 2000 en van dan af jaarlijks op 30 april, van een schatting van de middelen welke ter beschikking zouden moeten worden gesteld voor het volgende boekjaar; uiterlijk op 15 januari wordt deze schatting geactualiseerd;

— het voeren van een analytisch boekhouding.

L'Etat et la CTB ne concluent des conventions conformément aux articles 10, 13, 16, 21, 24 et 28 que pour autant que les dépenses qu'elles entraînent à charge du budget de l'Etat soient prévues dans les crédits budgétaires approuvés par le Conseil des Ministres et que leur programmation annuelle n'occasionne pas une croissance de ces crédits supérieure à l'évolution des prix à la consommation. Un dépassement de ces limites nécessite l'accord formel préalable du Ministre qui a le budget dans ses attributions.

Un avis négatif de l'Inspecteur des Finances accrédité auprès du Ministre, qui a la coopération internationale belge dans ses attributions, à propos des propositions ou décisions visées selon les cas aux articles 10, 13, 16, 21, 24 et 28 est suspensif des procédures d'attribution y visées.

#### TITRE XI. — Contrôle interne et externe

##### Article 38

§ 1<sup>er</sup>. Le contrôle interne de la CTB est exercé par :

— le comité d'audit interne de la CTB conformément à l'article 23, § 5, alinéa 3 de la loi portant création de la CTB;

— les Commissaires de gouvernement conformément à l'article 28 de la loi portant création de la CTB;

— le collège des Commissaires conformément à l'article 29 de la loi portant création de la CTB.

§ 2. Le contrôle externe est exercé par ou à l'initiative de l'Etat sur :

— les rapports d'identification des prestations de coopération;

— les rapports de formulation des prestations de coopération;

— les rapports d'exécution relatifs à l'état d'avancement des prestations de coopération;

— les rapports de suivi-évaluation des prestations de coopération ou, en matière d'aide d'urgence, d'aide de réhabilitation à court terme et de micro projets, les résultats du suivi-évaluation;

— les rapports d'audit ou de contrôle établis par des experts indépendants à l'initiative et aux frais de la CTB;

— les rapports finaux mesurant les résultats des prestations de coopération;

— le rapport d'évaluation de la réalisation des tâches de service public intégré dans le plan d'entreprise visé à l'article 35 du présent contrat de gestion;

— les comptes annuels et la comptabilité analytique de la CTB.

L'Etat pourra faire tenir des enquêtes spéciales dans les pays partenaires, le cas échéant à l'improviste, visant à déceler tout problème concernant la réalisation par la CTB de ses tâches de service public. La CTB s'engage à collaborer, par l'intermédiaire de son Représentant résident dans ce pays partenaire, à la tenue de ces enquêtes spéciales.

La CTB s'engage à maintenir un fichier informatique des prestations de coopération qui permettra de fournir, à la demande de l'Etat, la situation des dépenses par prestation et par année.

#### TITRE XII. — Procédures et paramètres objectifs de la réévaluation du contrat de gestion

##### Article 39

§ 1<sup>er</sup>. Le présent contrat de gestion est réévalué chaque année et, le cas échéant, adapté aux modifications des conditions de la coopération au développement et au développement technique.

Le contrat de gestion est évalué sur la base des critères objectifs contenus dans le rapport d'évaluation de la réalisation des tâches de service public intégré dans le plan d'entreprise visé à l'article 35 et dans le rapport spécial relatif à la finalité sociale visé à l'article 3.

La réévaluation a lieu annuellement dans le mois suivant l'approbation par le conseil d'administration du plan d'entreprise visé à l'article 35.

§ 2. Sans préjudice du § 1<sup>er</sup>, l'Etat et la CTB se réuniront et procéderont, le cas échéant à une modification du présent contrat de gestion, selon la procédure prévue à l'article 17, §2 de la loi portant création la CTB à l'issue de la période de transfert des prestations de coopération en cours et, le cas échéant, à une adaptation intermédiaire lorsque des situations exceptionnelles ou imprévues se produisent telles que l'équilibre financier résultant de la convention, serait gravement compromis.

De Staat en de BTC sluiten alleen overeenkomsten conform de artikelen 10, 13,16,21,24 en 28 voor zover de uitgaven ten laste van de Rijksbegroting die eruit voortvloeien ingeschreven zijn in de door de Ministerraad goedgekeurde begrotingskredieten en voor zover hun jaarprogrammatie geen toename van die kredieten veroorzaakt die groter is dan de evolutie van de consumptieprijzen. Een overschrijding van deze limieten vereist de uitdrukkelijke voorafgaande goedkeuring van de Minister van Begroting.

Een negatief advies van de Inspecteur van Financiën die geaccrediteerd is bij de Minister, bevoegd voor de Belgische internationale samenwerking, ten aanzien van voorstellen of beslissingen bedoeld in de gevallen vermeld in de artikelen 10, 13, 16, 21, 24 en 28, schort de aldaar voorziene toewijzingsprocedures op.

#### TITEL XI. — Interne en externe controle

##### Artikel 38

§ 1. De interne controle van de BTC wordt uitgeoefend door :

— het comité van interne audit van de BTC, zoals bepaald in artikel 23, § 5, alinea 3 van de wet tot oprichting van de BTC;

— de Regeringscommissarissen, zoals bepaald in artikel 28 van de wet tot oprichting van de BTC;

— het college van commissarissen, zoals bepaald door het artikel 29 van de wet tot oprichting van de BTC.

§ 2. De externe controle wordt uitgeoefend door of op initiatief van de Staat op :

— de identificatieverslagen van de samenwerkingsprestaties;

— de formuleringsverslagen van de samenwerkingsprestaties;

— de uitvoeringsverslagen, welke betrekking hebben op de voorde-  
ringsstaat van de samenwerkingsprestaties;

— de voortgangsbewakingsverslagen aangaande de samenwerkingsprestaties of, voor wat de noodhulp, de hulp voor rehabilitatie op korte termijn en de microprojecten aangaat, de resultaten van de voortgangsbewaking;

— de audit- of controleverslagen, opgesteld door onafhankelijke experts op initiatief en voor rekening van de BTC;

— de eindverslagen welke de resultaten van de samenwerkingsprestaties meten;

— het evaluatieverslag aangaande de verwezenlijking van de taken van openbare dienst, dat opgenomen wordt in het ondernemingsplan, bedoeld in artikel 35 van dit beheerscontract;

— de jaarrekeningen en de analytische boekhouding van de BTC.

De Staat kan speciale onderzoeken laten uitvoeren in de partnerlanden, eventueel onaangekondigd, met het doel gelijk welk probleem aangaande de verwezenlijking door de BTC van haar taken van openbare dienst op te sporen. De BTC verbindt zich ertoe haar medewerking te verlenen aan dergelijke speciale onderzoeken, middels haar plaatselijke Vertegenwoordiger in het partnerland.

De BTC verbindt zich ertoe een geïnformatiseerd bestand van de samenwerkingsprestaties aan te houden die het mogelijk maakt op vraag van de Staat, per prestatie en per jaar de situatie van de uitgaven te geven.

#### TITEL XII. — Procedures en objectieve parameters voor de herevaluatie van het beheerscontract

##### Artikel 39

§ 1. Dit beheerscontract wordt elk jaar geherevalueerd en eventueel aangepast aan de wijzigende context van de ontwikkelingssamenwerking en aan de technologische ontwikkelingen.

Het beheerscontract wordt geëvalueerd op basis van objectieve criteria die opgenomen zijn in het evaluatieverslag aangaande de verwezenlijking van de taken van openbare dienst, dat geïntegreerd is in het ondernemingsplan, bedoeld in artikel 35, en in het bijzonder rapport inzake het sociaal oogmerk, bedoeld in artikel 3.

De herevaluatie heeft jaarlijks plaats in de maand die volgt op de goedkeuring door de raad van bestuur van het ondernemingsplan, bedoeld in artikel 35.

§ 2. Zonder afbreuk te doen aan § 1, zullen, indien dit nodig blijkt, de Staat en de BTC bijeenkomen voor een wijziging van dit beheerscontract volgens de in artikel 17 § 2 van de wet houdende oprichting van de BTC bepaalde procedure, na afloop van de overdrachtsperiode van de lopende samenwerkingsprestaties en, zo nodig, voor een tussentijdse aanpassing wanneer zich uitzonderlijke of onvoorziene omstandigheden voordoen die het financieel evenwicht, dat het beoogde resultaat was van de overeenkomst, ernstig in gevaar zouden brengen.



§ 3. Les modifications au contrat de gestion sont établies conformément aux règles relatives à la conclusion et à l'approbation du contrat de gestion, prévues à l'article 16 de la loi portant création de la CTB.

#### Article 40

Sans préjudice des sanctions prévues à l'article 36 et de la réévaluation annuelle prévue à l'article 39, § 1<sup>er</sup>, l'Etat et la CTB se réunissent au moins quatre fois par an au cours des mois de mars, juin, septembre et décembre afin d'assurer le suivi du présent contrat de gestion, d'évaluer les résultats obtenus et, s'il échet, de convenir des mesures correctrices à prendre.

S'il apparaît que les obligations prévues par ou en vertu du présent contrat ne sont pas respectées par une des parties, celle-ci en examinera sans délai les raisons et définira les mesures propres à y remédier qu'elle proposera à l'autre, les parties au présent contrat de gestion se concertant sur les mesures correctrices à prendre.

### TITRE XIII. — Durée du contrat de gestion

#### Article 41

Le présent contrat de gestion entre en vigueur après son approbation par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, et à la date fixée par cet arrêté.

Le présent contrat de gestion est conclu pour une durée de trois ans prenant cours à la date fixée par l'arrêté royal d'approbation visé à l'alinéa précédent.

### TITRE XIV. — Dispositions finales

#### Article 42. Notifications

Toutes les notifications prévues par le présent contrat de gestion sont faites moyennant accusé de réception, à charge pour chacune des parties de se réserver la preuve de la réception par l'autre partie.

Les délais prennent cours à la date de la réception.

Le jour du point de départ d'un délai n'y est pas compris. Le jour de l'échéance est compté dans le délai.

#### Article 43. Droit applicable et juridiction

Le présent contrat de gestion est soumis au droit belge.

Conformément à l'article 1676, § 2 du Code judiciaire, les litiges relatifs à l'interprétation, à l'élaboration, à l'exécution ou à la résiliation du présent contrat de gestion et des conventions d'attribution conclues en vertu de celui-ci seront tranchés définitivement au moyen d'une procédure d'arbitrage selon les règles prévues par le Code judiciaire.

Fait à Bruxelles, le 23 avril 1999, en deux exemplaires, chaque partie reconnaissant avoir reçu le sien.

Au nom de la CTB :

Y. Haesendonck

Président du Conseil d'administration

W. Peirens

Administrateur

Au nom de l'Etat belge :

Le Secrétaire d'Etat à la coopération au Développement,

R. MOREELS

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 5 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,

J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement,

R. MOREELS

§ 3. De wijzigingen aan het beheerscontract worden opgesteld conform de regels inzake het sluiten en het goedkeuren van het beheerscontract, zoals bepaald in artikel 16 van de wet tot oprichting van de BTC.

#### Artikel 40

Zonder afbreuk te doen aan de sancties bepaald in artikel 36 en aan de jaarlijkse herevaluatie, bepaald in artikel 39, § 1, zullen de Staat en de BTC minstens vier keer per jaar samenkomen in de loop van de maanden maart, juni, september en december, teneinde de opvolging van dit beheerscontract te verzekeren, de bereikte resultaten te evalueren en, indien nodig, tot een akkoord te komen over de te nemen bijsturende maatregelen.

Indien blijkt dat de verplichtingen bepaald in of krachtens dit contract niet worden gerespecteerd door een van de partijen, zal deze zonder verwijl de oorzaken hiervan nagaan en zal ze de gepaste maatregelen om hieraan te verhelpen bepalen en voorstellen aan de andere partij; de partijen van dit beheerscontract zullen overleg plegen over de te nemen bijsturende maatregelen.

### TITEL XIII. — Duurtijd van het beheerscontract

#### Artikel 41

Dit beheerscontract wordt van kracht na goedkeuring ervan door de Koning, via een in Ministerraad overlegd besluit, en op de datum vastgesteld door dit besluit.

Dit beheerscontract wordt gesloten voor de duur van drie jaar, te beginnen van de datum, vastgelegd door het koninklijk besluit van goedkeuring bedoeld in voorgaande alinea.

### TITEL XIV. — Slotbepalingen

#### Artikel 42. Notificaties

Alle notificaties, voorzien in dit beheerscontract, worden gedaan tegen ontvangstbewijs; het komt ten laste van elk der partijen om het bewijs te leveren van ontvangst door de andere partij.

De termijnen nemen een aanvang op de datum van ontvangst.

De begindag van een termijn wordt hierbij niet meegeteld. De einddag wordt meegerekend in de termijn.

#### Artikel 43. Toepasbaar recht en rechtsmacht

Dit beheerscontract is onderworpen aan het Belgische recht.

Conform artikel 1676, § 2 van het Gerechtelijk Wetboek zullen de klachten betreffende de interpretatie, de totstandkoming, de uitvoering of de ontbinding van dit beheerscontract en van de overeenkomsten inzake de toewijzing die op basis hiervan worden gesloten, finaal beslecht worden door middel van een arbitrageprocedure volgens de in het Gerechtelijk Wetboek bepaalde regels.

Gedaan te Brussel, op 23 april 1999, in twee exemplaren waarvan elke partij erkent er één van te hebben ontvangen.

In naam van de BTC :

Y. Haesendonck

Voorzitter van de Raad van Bestuur

W. Peirens

Bestuurder

In naam van de Belgische Staat :

De Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking,

R. MOREELS

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 5 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,

J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking,

R. MOREELS